



## Conseil économique et social

Distr. générale  
4 mai 1998  
Français  
Original: anglais

---

### Session de fond de 1998

New York, 6-31 juillet 1998

Point 7 a) de l'ordre du jour provisoire\*

### Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions : rapports des organes de coordination

#### Rapport d'ensemble annuel du Comité administratif de coordination pour 1997

#### *Résumé*

Le présent rapport donne un aperçu des questions de coordination traitées par le Comité administratif de coordination (CAC) en 1997 et qui sont portées à l'attention des organes intergouvernementaux.

La première partie porte sur la question de la réforme, qui a été un aspect important des activités de nombreux organismes des Nations Unies au cours de l'année et qui a considérablement marqué les travaux du CAC. Elle indique également les mesures prises par le Comité pour promouvoir le suivi coordonné, par le système des Nations Unies, des grandes conférences mondiales, y compris une évaluation des activités des trois équipes spéciales mises en place à cette fin ainsi que les activités interorganisations entreprises en rapport avec la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen de l'application d'Action 21. Un certain nombre d'autres questions qui ont fait l'objet d'une collaboration étroite entre les organismes des Nations Unies sont également abordées.

La deuxième partie contient un bref aperçu du programme de travail du CAC pour 1998.

---

\* E/1998/100.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction .....	1–8	3
<b>Première partie. Problèmes de coordination examinés par le CAC en 1997 et portés à l'attention des organes intergouvernementaux</b>		
I. Réformes et renforcement du système des Nations Unies .....	9–16	5
II. Application et suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et sommets internationaux .....	17–41	6
A. Équipes spéciales interinstitutions .....	17–30	6
B. Accès universel à des services fondamentaux de communication et d'information .....	31–33	9
C. Préparation et suivi de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen de la mise en oeuvre d'Action 21 .....	34–39	10
D. Travaux préparatoires de la célébration du cinquantième de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'examen quinquennal de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne .....	40–41	11
III. Relations entre les organismes des Nations Unies et la société civile, notamment le secteur privé .....	42–45	12
IV. Consolidation de la paix dans des situations de crise .....	46–52	13
V. Redressement économique et développement de l'Afrique .....	53–54	14
VI. Activités opérationnelles de développement .....	55–56	14
VII. Assistance aux pays qui invoquent l'Article 50 de la Charte des Nations Unies ...	57–59	15
VIII. Questions diverses .....	60–65	16
A. Suite donnée à l'étude relative à l'impact des conflits armés sur les enfants, réalisée par Graça Machel .....	60–63	16
B. Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le VIH et le sida .....	64–65	16
IX. Questions administratives .....	66–69	17
A. Sécurité du personnel des Nations Unies .....	66–68	17
B. Conditions d'emploi et application du principe Noblemaire .....	69	17
<b>Partie II. Éléments du programme de travail du CAC pour 1998</b> .....	70–76	18
<b>Annexes</b>		
I. Extraits de la déclaration que le Secrétaire général a adressée au Conseil économique et social, le 6 février 1998 .....		20
II. Déclaration du Comité administratif de coordination (CAC) sur l'accès universel à des services fondamentaux de communication et d'information .....		24
III. Déclaration du Comité administratif de coordination à l'Assemblée générale, à sa dix-neuvième session extraordinaire .....		33
IV. Déclaration du CAC sur la sécurité du personnel .....		42
V. Déclaration du Comité administratif de coordination sur les conditions d'emploi et l'application du principe Noblemaire .....		44

## Introduction

1. Mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept a été une année de transition et de réformes pour nombre d'organismes des Nations Unies. En prenant ses fonctions au début de l'année, l'actuel Secrétaire général a donné une nouvelle direction au Comité administratif de coordination. En outre, pendant l'année, de nouveaux chefs de secrétariat ont été élus à la tête de cinq institutions et organismes des Nations Unies, à savoir l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Agence internationale de l'énergie atomique et le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues.

2. Dans de nombreuses organisations, les réformes ont continué d'occuper une place importante. À l'ONU, le processus de réforme engagé par le Secrétaire général comprenait deux phases. La première, qui a eu lieu en mars, a permis de définir le train initial de mesures que le Secrétaire général pourrait appliquer sous sa propre responsabilité. Une série plus globale de réformes (deuxième phase) a été ensuite publiée en juillet. Décidées par l'Assemblée générale (résolutions 52/12 A et B), celles-ci ont déjà commencé à opérer d'importants changements dans le fonctionnement de l'Organisation et dans ses relations avec le reste du système.

3. Les réformes entreprises par l'Organisation et celles mises en oeuvre par les organismes du système influent considérablement sur les activités du CAC qui, pour sa part, redouble d'efforts pour intensifier la collaboration et renforcer l'unité d'action et la cohérence entre les organismes du système, ce qui lui permettrait de devenir un instrument plus efficace face aux enjeux d'un monde en évolution rapide.

4. Ces faits nouveaux et leurs conséquences pour l'ensemble du système sont analysés dans la première partie du rapport où l'on donne également un aperçu général des questions dont le Comité a été saisi pendant l'année, à savoir : examen des progrès réalisés dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences mondiales; accès universel à des services fondamentaux de communication et d'information; préparatifs et suivi de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen de l'application d'Action 21; préparatifs interinstitutions de la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'examen quinquennal de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne; relations entre le système des Nations Unies et la société civile; instauration de la paix dans les situations de crise et progrès accomplis dans la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique.

5. La première partie porte également sur les préparatifs du prochain examen triennal d'ensemble des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et contient des informations actualisées sur les mesures prises par les organismes du système pour aider les pays au titre de l'Article 50 de la Charte des Nations Unies, ainsi que sur la suite donnée à l'étude effectuée par Graça Machel concernant l'effet des conflits armés sur les enfants et les mesures prises par les organismes des Nations Unies face à l'épidémie du VIH/sida.

6. S'agissant des questions administratives, la première partie indique les mesures que le CAC a prises pour promouvoir la sûreté et la sécurité du personnel des organismes des Nations Unies sur le terrain et ses recommandations relatives aux conditions de service dans le système des Nations Unies.

7. La deuxième partie du rapport présente brièvement les principaux éléments du programme de travail du Comité pour 1998.

8. Dans une déclaration qu'il a faite au Conseil économique et social le 6 février 1998, le Secrétaire général a passé en revue les activités menées en 1997 par le CAC et évalué le rôle changeant du CAC ainsi que ses relations avec le Conseil économique et social. Cette déclaration pourrait être considérée comme un avant-propos au présent rapport. On en trouvera des extraits à l'annexe I.

## **Première partie. Problèmes de coordination examinés par le CAC en 1997 et portés à l'attention des organes intergouvernementaux**

### **I. Réformes et renforcement du système des Nations Unies**

9. En 1997, le Secrétaire général a pris l'importante initiative de restructurer l'Organisation pour lui permettre de répondre plus efficacement aux tâches et exigences croissantes auxquelles elle doit faire face et de préparer son entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle. Un élément important de ce processus a été la mise en place de nouvelles structures de direction et de gestion pour l'ensemble de l'Organisation, y compris ses programmes et fonds, en vue d'accroître sa contribution à l'effort d'ensemble visant à promouvoir les objectifs communs à l'échelle du système. C'est dans ce cadre que le CAC a poursuivi, au cours de l'année, l'examen des questions liées au renforcement et à la réforme du système des Nations Unies en s'inspirant de la Déclaration commune du CAC sur la réforme et le renforcement du système des Nations Unies adoptée par le Comité en novembre 1996 (E/1997/54, annexe I).

10. Le CAC s'est particulièrement penché sur les conséquences qu'avait pour le système la création, au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, de comités exécutifs dans les quatre grands domaines que sont la paix et la sécurité, les affaires économiques et sociales, la coopération pour le développement et les affaires humanitaires; les droits de l'homme étaient considérés comme un cinquième domaine qui touchait à tous les autres. Cette initiative a, estimait-on, considérablement contribué à une plus grande unité d'action à l'échelle du système. Une autre mesure importante de ce point de vue a été le regroupement des fonctions économiques et sociales du Secrétariat au sein d'un département unique, qui s'est accompagné du regroupement des structures du Secrétariat chargées de fournir des services techniques aux organes intergouvernementaux des Nations Unies. Parmi les autres mesures, on peut citer la réorientation des activités d'information, la rationalisation et la fusion des services de l'administration, des finances, du personnel, des achats et d'autres services de l'Organisation ainsi que la réduction de la documentation, du budget et des effectifs de l'Organisation.

11. La deuxième phase des réformes de l'Organisation portait sur un éventail encore large de questions, dont un bon nombre exigeaient des mesures intergouvernementales et étaient consignées dans un rapport d'ensemble que le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale («Rénover l'Organisation des Nations Unies : un programme de réformes», A/51/950 et Add.1 à 7) et qui a débouché sur l'adoption par l'Assemblée des résolutions 52/12 A et B. Le CAC s'est félicité que, pendant l'élaboration du programme de réformes de l'Organisation, le Secrétaire général ait eu une idée claire du rôle que celle-ci jouait au sein du système élargi des Nations Unies et ait envisagé l'avenir de l'Organisation dans la perspective de l'ensemble du système.

12. Les autres organismes du système ont également poursuivi d'ambitieuses réformes qui entraînent une réorientation des programmes, une efficacité accrue et l'introduction de modifications et d'améliorations sensibles de leur fonctionnement.

13. Après avoir examiné ces processus, le CAC a estimé qu'une nouvelle phase de réformes à l'échelle du système était en cours et que ces processus étaient de plus en plus déterminants pour l'utilité du système et son aptitude à faire face à l'évolution de la situation internationale ainsi que pour son image. Le CAC a reconnu qu'il fallait un échange continu de plans et d'informations sur ce processus, l'objectif étant, en matière de gestion et de stratégie, de faire en sorte que ces initiatives se renforcent mutuellement, que leurs conséquences pour les organisations soient recensées et prises en considération et que les meilleures pratiques soient

institutionnalisées et exploitées à l'échelle du système. Cet objectif est d'autant plus important que des mesures sont prises pour revoir les énoncés de mission et pour réorienter les politiques et programmes prioritaires.

14. Le CAC est convenu qu'en matière de coordination et de coopération interinstitutions, il fallait redoubler d'efforts pour définir des objectifs communs sur le plan des politiques et exploiter toutes les possibilités de coopération dans le cadre des programmes mais aussi mettre efficacement en commun les capacités et les ressources à l'échelle du système tant au niveau du Siège qu'à celui des bureaux extérieurs. Cet effort devrait se fonder sur une conception nouvelle et plus globale de la sécurité qui tienne pleinement compte des aspects économiques et sociaux. Il faudrait, dans ce cadre, clairement définir la contribution et les capacités de chaque organisation en vue de rationaliser la division du travail au sein du système et d'en accroître l'impact général.

15. Parmi les autres questions interorganisations qui, de l'avis du CAC, exigent des efforts concertés dans le cadre des réformes, on peut citer les liens avec la société civile et l'échange de données d'expérience en matière de coopération avec le secteur privé; les améliorations apportées à la gestion dans le cadre du système commun, en ce qui concerne plus particulièrement en ce qui concerne les rigidités inhérentes aux politiques et pratiques relatives au personnel; et la nécessité d'allouer aux nouveaux programmes des ressources suffisantes.

16. Dans le cadre des efforts visant à améliorer l'échange et la diffusion d'informations à l'échelle du système, une publication sur les thèmes communs du processus de réforme en cours dans le système sera produite en 1998 sous les auspices du CAC.

## **II. Application et suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et sommets internationaux**

### **A. Équipes spéciales interinstitutions**

17. Ces deux dernières années, le CAC s'est attaché à mettre en place une méthode coordonnée pour le suivi des conférences mondiales tenues dans les années 90<sup>1</sup> afin de promouvoir une application durable et intégrée, au niveau national, des recommandations issues de ces conférences. À cette fin, et en tirant parti de l'expérience acquise par l'Équipe spéciale interinstitutions mise en place pour assurer la mise en oeuvre du Programme d'action adopté à la Conférence internationale sur la population et le développement, le CAC a créé trois équipes thématiques spéciales en octobre 1995<sup>2</sup>. En outre, il a constitué en 1996 le Comité interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes qu'il a chargé d'étudier tous les aspects de la mise en oeuvre du Programme d'action adopté par la quatrième

---

<sup>1</sup> Sommet mondial pour l'enfance (1990); Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (1990); deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (1990); Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (1992); Conférence internationale sur la nutrition (1992); Conférence mondiale sur les droits de l'homme (1993); Conférence internationale sur la population et le développement (1994); Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement (1994); Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles (1994); Sommet mondial pour le développement social (1995); quatrième Conférence mondiale sur les femmes (1995); session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'administration publique (1996); deuxième Conférence mondiale sur les établissements humains (1996); Sommet mondial de l'alimentation (1996); neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (1996).

<sup>2</sup> Équipe spéciale sur les services sociaux de base pour tous (présidée par le FNUAP); Équipe spéciale interorganisations sur l'emploi et les modes de subsistance viables (présidée par l'OIT); Équipe spéciale interorganisations sur les conditions favorables au développement économique et social (présidée par la Banque mondiale).

Conférence mondiale sur les femmes et des recommandations sur la parité formulées par d'autres conférences internationales.

18. S'agissant des droits de l'homme, le CAC s'est particulièrement penché, depuis 1994, sur le suivi et l'application à l'échelle du système de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne. Conformément aux dispositions du Programme, le Comité a fourni une orientation et pris des mesures pour promouvoir l'intégration des droits de l'homme dans tous les programmes et stratégies pertinents, notamment au niveau national, et a demandé que s'instaure une collaboration étroite entre le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et les organismes du système. À cette fin, le Haut Commissariat a organisé pendant l'année des consultations interinstitutions sur les préparatifs de la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme et de l'examen quinquennal de l'application du Programme d'action de Vienne en 1998 (voir également à cet effet les paragraphes 40 et 41 ci-dessous) et participe activement aux travaux du Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations (CCQPO). En raison de son caractère intersectoriel, la question des droits de l'homme a été intégrée aux activités des trois équipes spéciales interinstitutions du CAC.

19. Pour ce qui est des mécanismes de suivi du Sommet mondial de l'alimentation, le CAC a approuvé la mise en place de réseaux sur le développement rural et la sécurité alimentaire (qui remplacent son ancien Sous-Comité du développement rural) afin d'assurer un bon rapport coût-utilité, une orientation nationale, la souplesse et l'efficacité nécessaires. Il s'agit d'un mécanisme informel de coordination à deux niveaux comprenant, au niveau du pays, des groupes thématiques sur le développement rural et la sécurité alimentaire dans le cadre du système des coordonnateurs résidents et, au niveau du Siège, un réseau d'organisations intéressées (y compris hors du cadre de l'ONU), en particulier des organisations de la société civile, pour appuyer ces groupes nationaux et promouvoir des approches communes. Des approches identiques sont en cours d'élaboration en ce qui concerne le suivi de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II).

20. Le CAC a également réaffirmé l'importance de la collaboration interinstitutions pour le suivi de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles et de l'application de la Stratégie et du Plan d'action de Yokohama.

21. Après avoir accompli les fonctions qui leur avaient été assignées, les équipes spéciales, qui étaient des mécanismes ponctuels dotés d'un calendrier précis, ont été dissoutes et leurs activités évaluées par le CAC. En procédant à cette évaluation, le CAC voulait s'assurer qu'il serait donné suite aux activités des équipes spéciales au niveau des pays et au sein du mécanisme du CAC, mais aussi accroître autant que possible l'appui qu'il fournirait au Conseil économique et social lorsque celui-ci examinerait, à sa session de mai 1998, l'application et le suivi intégrés et coordonnés des résultats des conférences et sommets mondiaux.

22. Les activités interinstitutions entreprises par le CAC par le biais des équipes spéciales témoignaient d'un effort sans précédent fait à l'échelle du système pour fournir aux gouvernements un appui intégré, coordonné et productif en vue du suivi du programme d'action mondial issu des récentes conférences mondiales. Pour élaborer des cadres efficaces afin de promouvoir un suivi intégré, les équipes spéciales ont appliqué des méthodes novatrices, notamment la désignation d'organismes chefs de file, le recours aux évaluations de pays, l'élaboration de matériels d'information et de notes d'orientation, l'identification des meilleures pratiques en vue de leur diffusion au niveau national et l'organisation de séminaires nationaux. Elles ont ainsi pu susciter une plus grande interaction entre les efforts de coordination interorganisations au niveau du Siège et au niveau des pays.

23. C'est d'après la mesure dans laquelle elles permettront au système d'entreprendre et d'intensifier des activités communes et d'être mieux à même d'aider les pays à mettre en oeuvre de manière soutenue et globale les engagements pris aux conférences mondiales qu'on jugera de l'efficacité de l'action des équipes spéciales. La contribution qu'apportent ces équipes va donc au-delà des résultats spécifiques qu'elles ont obtenus.

24. Le profond désir d'engagement et de coopération dont ont fait preuve les organismes des Nations Unies participant aux travaux des équipes spéciales a permis de mieux prendre conscience de la nécessité d'un dialogue continu entre les institutions des Nations Unies intéressées ainsi qu'entre celles-ci et les gouvernements en vue de la réalisation des objectifs des conférences. Les recommandations des équipes spéciales sur l'action à entreprendre ainsi que les enseignements tirés de l'expérience de ces dernières servent de base aux efforts qu'il ne faut cesser d'entreprendre pour mobiliser l'appui du système des Nations Unies en faveur du suivi coordonné des conférences.

25. Les institutions de Bretton Woods ont joué un rôle de premier plan dans les activités des équipes spéciales. Elles ont activement contribué à l'élaboration d'approches communes pour traduire les recommandations des conférences en orientations opérationnelles axées sur les pays. Leur participation a également contribué à mieux faire comprendre à ces institutions et aux autres organismes du système des Nations Unies qu'il faut appuyer efficacement l'exécution des programmes de développement au niveau des pays.

26. Le CAC a estimé que l'effort nécessaire pour promouvoir un suivi intégré et coordonné des conférences des Nations Unies devrait être accompli et perçu dans le contexte général de la réforme du système des Nations Unies et des initiatives prises par le système pour renforcer sa capacité de réaliser le Programme d'action mondial de manière cohérente et efficace. Dans cette optique, le CAC a souligné le rôle important de la société civile dans la réalisation des objectifs des conférences aux niveaux national et international et le fait que les organismes des Nations Unies doivent tirer pleinement parti des forces, du rôle de plaidoyer et des ressources de la société civile.

27. Dans l'avenir immédiat, chaque organisme ainsi que l'ensemble du système devront maintenir, en coopération avec les gouvernements, l'impulsion donnée par les activités des équipes spéciales en vue de continuer à aider les pays à traduire les résultats des conférences en politiques et programmes nationaux concrets, notamment par le biais du système des coordonnateurs résidents. Dans ce contexte, le CAC a réaffirmé que le développement durable offrait un large cadre global pour orienter les activités du système, et souligné qu'il importait d'intégrer dans les politiques générales les aspects liés aux droits de l'homme, à l'environnement, à l'égalité entre les sexes, à la population et aux enfants et d'assurer une utilisation optimale des technologies de l'information et des communications. Le Comité a également insisté sur le fait que l'élimination de la pauvreté, objectif réaffirmé à toutes les conférences mondiales récemment tenues, demeurerait un engagement fondamental du système.

28. Le CAC a demandé aux organismes des Nations Unies d'utiliser pleinement les mécanismes et cadres nationaux en place ou en cours d'élaboration avec le concours des pays (dont les notes de stratégie de pays et le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement), y compris la coordination de ces mécanismes et cadres avec les initiatives d'organismes du système qui ne sont pas pris en compte dans ces cadres, pour aider les pays à élaborer des stratégies et plans d'action nationaux, conformément aux priorités nationales, en vue de l'application intégrée des résultats des conférences. À cette fin, le CAC a recommandé de tirer le meilleur parti des résultats des activités des trois équipes spéciales interinstitutions, y compris des enseignements qu'on en a retirés, ainsi que du Comité interinstitutions du développement durable et du Comité interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes dans leurs domaines de compétence respectifs.



29. Dans le cadre du mécanisme du CAC, le CCQPO, en collaboration avec le Groupe des Nations Unies pour le développement et l'École des cadres des Nations Unies, a organisé au Centre international de formation de l'OIT à Turin (Italie) un atelier interinstitutions consacré au suivi des conférences mondiales sur le terrain. Ont participé à cet atelier des représentants des bureaux extérieurs, des institutions chefs de file et des secrétariats des organes fonctionnels du Conseil économique et social et des commissions techniques chargées du suivi des conférences. À cet atelier, d'autres orientations ont été élaborées en vue du suivi coordonné des conférences mondiales sur le terrain, en particulier à l'intention du système des coordonnateurs résidents. Les mesures de suivi consisteraient à renforcer le dialogue entre les organismes des Nations Unies et les gouvernements au niveau national, élaborer des cadres communs pour les programmes du système des Nations Unies, intégrer les questions liées à l'égalité des sexes et aux droits de l'homme dans les politiques et programmes, forger des liens avec la société civile, établir des rapports, des cadres analytiques, des statistiques et des indicateurs meilleurs et davantage intégrés. Après avoir été examinées par le CCQPO, les conclusions de l'atelier ont été communiquées aux coordonnateurs résidents et aux représentants dans les pays de tous les organismes des Nations Unies.

30. Le CAC a demandé à ses organes subsidiaires, en particulier au Comité interinstitutions du développement durable, au CCQPO et au Comité interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes, d'adapter leurs méthodes de travail en tirant parti de l'expérience des équipes spéciales et de revoir leurs programmes de travail de façon à se soucier en priorité de promouvoir, notamment au niveau national, une application effective des recommandations des équipes spéciales et, à cette fin, de renforcer la collaboration ainsi que le dialogue et l'interaction interinstitutions. Dans ce même contexte, le Comité a souligné qu'il fallait renforcer les activités d'élaboration de normes, de politiques et de programmes du système de façon à favoriser et à appuyer la réalisation des objectifs des conférences mondiales.

## **B. Accès universel à des services fondamentaux de communication et d'information**

31. Dans le cadre des efforts du CAC visant à promouvoir le suivi intégré des conférences mondiales des Nations Unies, un projet interinstitutions relatif à l'accès universel à des services fondamentaux de communication et d'information, pour lequel l'Union internationale des télécommunications a été désignée comme chef de file, a été lancé en 1996. Le but de ce projet était de faciliter la tâche des équipes spéciales interinstitutions, chargées de promouvoir le suivi intégré des conférences et d'autres initiatives à l'échelle du système, telles que l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique.

32. Une fois ce projet mené à terme, le CAC a adopté une déclaration (voir annexe II) qui établit les fondements d'une approche stratégique et systématique des questions relatives aux technologies de l'information et de la communication et à la gestion de l'information dans les institutions des Nations Unies. Le Secrétaire général a porté cette déclaration à l'attention de l'Assemblée générale, à sa cinquante-deuxième session, qui en a pris acte (décision 52/451). D'autres chefs de secrétariat ont soumis, ou soumettent actuellement, la déclaration du CAC à leurs organes directeurs respectifs. C'est un domaine dans lequel un appui au niveau intergouvernemental contribuerait dans une grande mesure à accélérer le progrès, étant donné les avantages immenses qui pourraient se concrétiser au service d'un développement véritable et durable si les gouvernements avaient accès à des services fondamentaux de communication et d'information.

33. Les organismes des Nations Unies les plus directement concernés sont convenus de collaborer avec l'Union internationale des télécommunications pour mener à bien des projets pilotes dans les domaines définis par le CAC dans sa déclaration et de continuer conjointement d'approfondir la notion nouvelle, mise en évidence dans la déclaration du CAC, d'un droit à la communication dans le cadre de l'accès universel à des services fondamentaux de communication et d'information.

### **C. Préparation et suivi de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen de la mise en oeuvre d'Action 21**

34. À sa dix-neuvième session extraordinaire, l'Assemblée générale a examiné la suite donnée au programme Action 21 ainsi qu'aux autres engagements pris à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. Le CAC a transmis à l'Assemblée générale, à sa session extraordinaire, une déclaration soulignant que le développement durable constitue un cadre de référence pour les activités entreprises par le système des Nations Unies dans les domaines économique, social et écologique (annexe III).

35. S'agissant de la mise en oeuvre d'Action 21 et des principes de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, l'Assemblée générale a estimé que, si l'on avait enregistré certains progrès au niveau national comme au niveau international, il restait beaucoup à faire. L'Assemblée générale a déclaré qu'il faudrait mobiliser une plus grande volonté politique en vue d'accélérer les progrès sur la voie d'un développement durable dans le monde entier. L'adoption par l'Assemblée générale du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21 (résolution S-19/2) a permis de progresser vers la réalisation d'un consensus international sur les orientations à suivre pour atteindre ces objectifs.

36. Pour ce qui est des questions directement liées à la coopération interorganisations, l'Assemblée générale a fait observer qu'il était plus nécessaire que jamais de mieux coordonner les politiques au niveau intergouvernemental ainsi que de poursuivre et de mieux coordonner les efforts visant à développer la collaboration entre les secrétariats des organes directeurs. Elle a déclaré qu'il faudrait renforcer le Comité interorganisations du Comité administratif de coordination pour le développement durable et son système de chefs d'équipe, en vue de resserrer les liens de coopération intersectorielle et la coordination dans l'ensemble du système de manière à faciliter l'application d'Action 21 et à permettre un suivi coordonné des grandes conférences des Nations Unies consacrées au développement durable.

37. En outre, l'Assemblée générale a souligné que tous les organismes et programmes du système des Nations Unies devraient, dans leurs domaines respectifs de compétence et compte tenu de leurs mandats, renforcer individuellement et conjointement l'appui qu'ils prêtent aux efforts déployés au niveau national pour appliquer Action 21 et adapter leur intervention aux plans, politiques et priorités des États Membres.

38. L'une des principales tâches incombant aux organes subsidiaires du CAC, en particulier au Comité interorganisations du CAC pour le développement durable et son système de chefs d'équipe, sera de resserrer les liens de coopération intersectorielle de manière à faciliter, surtout au niveau national, l'application d'Action 21. Cette démarche devra tenir dûment compte des résultats de la session extraordinaire de l'Assemblée générale et être fondé sur les approches stratégiques communes adoptées dans tous les domaines fondamentaux du développement durable. Les initiatives prises actuellement aux fins de l'application d'Action 21, telles que l'élaboration de principes directeurs du développement durable et l'organisation

d'ateliers consacrés au développement durable, s'inscrivent dans le cadre des approches adoptées à l'échelle du système et devraient contribuer à les enrichir.

39. Le CAC, par l'entremise de son Comité interorganisations pour le développement durable, s'emploie sans réserve à développer la coopération interorganisations dans le domaine du développement durable et à faciliter la mise en oeuvre d'Action 21, ainsi que du programme adopté à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale, tenue en 1997.

#### **D. Travaux préparatoires de la célébration du cinquantième de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'examen quinquennal de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne**

40. En 1997, le CAC s'est employé tout particulièrement à préparer la célébration, en 1998, de deux importantes manifestations : le cinquantième de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'examen quinquennal de la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne. Le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le CAC ont passé en revue les dispositions prises en vue de relier plus étroitement les questions relatives aux droits de l'homme et les programmes pertinents des Nations Unies, et de stimuler et de coordonner à l'échelle du système les activités relatives aux droits de l'homme. Le Haut Commissariat aux droits de l'homme travaille en étroite collaboration avec d'autres institutions à promouvoir la notion de valeurs communes et à faire adopter plus largement et plus systématiquement une approche des problèmes économiques, sociaux et humanitaires qui soit fondée sur le respect des droits, s'agissant en particulier des enfants, des femmes et des réfugiés.

41. De nombreuses consultations interinstitutions ont eu lieu en 1997 en vue de l'établissement du plan coordonné de l'examen quinquennal de la suite donnée à la Conférence de Vienne et de la célébration du cinquantième de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le CAC a pris note avec satisfaction de l'intérêt croissant manifesté par tous les acteurs de la communauté internationale – gouvernements, universités et autres instances de la société civile – pour ce qui est de parrainer ou de soutenir les activités prévues aux niveaux national et international. On a passé en revue les programmes, publications et autres activités spécifiques des organismes des Nations Unies, dont la coopération est facilitée par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, et on en a assuré la promotion. Le CAC espère que ces activités contribueront également à faire des droits de l'homme une composante du suivi coordonné des conférences mondiales aux niveaux national, régional et mondial.

### **III. Relations entre les organismes des Nations Unies et la société civile, notamment le secteur privé**

42. Conscient aussi bien du rôle croissant joué par les acteurs autres que l'État dans la promotion des programmes mondiaux de développement que de la nécessité de nouer avec eux des liens authentiques de partenariat, le CAC s'est beaucoup préoccupé, en 1997, des relations du système des Nations Unies avec la société civile, notamment avec le secteur privé. Ces relations constituent à la fois l'un des pôles des efforts de réforme et un important volet de nombreuses questions décisives qui se posent à l'ONU, allant de sa propre adaptation à

l'évolution des conditions nationales et internationales aux ressources nécessaires au développement et à une plus grande mobilisation de l'opinion en faveur du système.

43. Le CAC a noté que l'expérience au sein du système en matière de partenariat avec la société civile et avec le secteur privé variait considérablement d'un secteur à l'autre mais couvrait, cependant, à divers degrés, tout l'éventail des activités et des centres d'intérêt du système. Tout en reconnaissant que plusieurs organismes des Nations Unies ont de longue date des liens divers avec la société civile, le CAC a estimé que ces liens pourraient être approfondis et systématisés, de manière à se renforcer mutuellement dans tout le système. En outre, le CAC a jugé particulièrement important de mettre pleinement à contribution les forces de la société civile, afin de constituer des groupes de soutien pour la mobilisation de ressources à l'appui de programmes visant à faire face à des problèmes mondiaux et d'opérations menées au niveau national. S'agissant de ces opérations, le CAC a insisté en particulier sur la nécessité de mettre au point de nouvelles modalités de coopération avec les organisations communautaires, qui constituent un élément de plus en plus important des structures d'appui pour le maintien de la cohésion sociale et les activités de développement social, en particulier dans des situations de conflit lorsque les infrastructures politiques et institutionnelles risquent d'être défaillantes.

44. Le CAC a encouragé un plus grand échange d'informations entre les organismes des Nations Unies touchant la politique générale, les directives et les modalités de leur coopération avec des partenaires de la société civile, en vue de déterminer les meilleures méthodes, et de les exploiter; à cet égard, il a décidé de poursuivre l'étude de faisabilité de la création d'un service de liaison entre les institutions et les entreprises, touchant la coopération avec les milieux d'affaires. Par ailleurs, le CAC a recommandé que tous les organismes du système examinent plus avant les questions relatives à l'obligation redditionnelle, à la représentation et aux critères d'évaluation des compétences, ainsi que les modalités qui permettraient de renforcer, si nécessaire, les capacités de soutien des groupes de la société civile aux niveaux national et local au développement national, à l'aide humanitaire et à la consolidation de la paix.

45. Le CAC a demandé que l'on procède plus systématiquement à des consultations avec les acteurs adéquats, autres que l'État, pour l'élaboration de rapports de fond et de rapports de coordination, en particulier sur le suivi des récentes conférences mondiales. Il a estimé qu'il faudrait aussi encourager l'École des cadres des Nations Unies à concevoir des programmes d'enseignement propres à développer l'aptitude du personnel à collaborer plus étroitement avec la société civile.

#### **IV. Consolidation de la paix dans des situations de crise**

46. La prévention des situations de conflit ou, à défaut, le règlement durable des conflits, constitue l'un des objectifs fondamentaux de l'ONU. En 1997, dans le cadre d'une question plus vaste relative à la consolidation de la paix dans des situations de crise, le CAC a examiné les modalités qui permettraient de tirer le meilleur parti des diverses capacités dont dispose le système des Nations Unies – ses capacités de médiation politique et d'action humanitaire, ses capacités d'analyse pour étudier les facteurs qui sont à l'origine de conflits déclarés ou potentiels et son expérience en matière de coopération au service du développement – en vue de consolider durablement la paix.

47. Le Comité a fait valoir que la consolidation de la paix, envisagée comme une approche multisectorielle de la prévention et du règlement des crises, exige que l'on prenne des mesures intégrées et coordonnées face à n'importe quelle combinaison de facteurs politiques,

militaires, humanitaires, relatifs aux droits de l'homme, écologiques, économiques, sociaux, culturels et démographiques pour désamorcer les conflits ou les régler de façon durable. Le CAC a réaffirmé qu'en l'occurrence, il était essentiel d'éviter toute rupture du soutien au développement à long terme, ou d'en assurer la poursuite dès que possible.

48. Quant aux ressources nécessaires pour la prestation de l'aide multiforme nécessaire à des pays menacés par des conflits ou sortant de conflits, le CAC a demandé que les bailleurs de fonds bilatéraux et autres prennent plus à coeur les impératifs de la consolidation de la paix; il a souligné la nécessité d'harmoniser les efforts de mobilisation de ressources, pour que les fonds permettent de financer non seulement la réorganisation immédiate mais également des activités à long terme de redressement et de développement. À cet effet, tous ont reconnu qu'il y avait lieu aussi de soutenir et d'aider les pays touchés afin d'accroître leur capacité d'absorption.

49. Dans le même ordre d'idées, le CAC a étudié comment renforcer globalement la capacité du système de donner rapidement l'alerte, afin d'alerter à temps la communauté internationale sur un risque de crise et agir dès que possible pour le désamorcer. Il conviendrait d'exploiter et de consolider les dispositifs qui existent déjà dans ce domaine grâce à des échanges d'information plus réguliers et plus systématiques, en vue de coordonner les évaluations des situations. Parallèlement, il faudrait établir des liens plus rigoureux entre les capacités d'analyse du système et ses opérations dans les domaines politique, humanitaire et en matière de développement.

50. Le CAC a estimé que, dans les cas où l'ONU, en plus de ses activités d'aide humanitaire et de développement, est chargée d'exécuter des programmes politiques visant fondamentalement à prévenir, à circonscrire ou à régler des conflits, la réalisation de ces objectifs politiques et la consolidation de la paix exigeraient un appui concerté de tout le système. Le cas échéant, il importait de définir avec précision les rôles respectifs que les divers acteurs du système des Nations Unies, au Siège et sur le terrain, sont appelés à jouer pour résoudre les différents problèmes à l'origine de la situation de conflit.

51. Compte tenu de ce qui précède, le CAC, ayant approuvé les recommandations de son Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes, selon lesquelles il conviendrait d'élaborer, en concertation avec les autorités intéressées, un cadre stratégique des interventions et des mesures de redressement qui s'imposent après une crise, a demandé que le cadre en question soit mis à l'essai dans quelques pays, en concertation avec les autorités intéressées et avec la participation active de bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux et des ONG intéressées.

52. Dans le même contexte, le CAC a réaffirmé la nécessité d'introduire une perspective sexospécifique dans toutes les activités entreprises par le système des Nations Unies dans les domaines du maintien de la paix, de la consolidation de la paix, de la réconciliation, de la reconstruction, du redressement et du développement.

## **V. Redressement économique et développement de l'Afrique**

53. En 1997, le redressement économique et le développement de l'Afrique sont restés des priorités pour le CAC. Le Comité a suivi les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale pour l'Afrique à l'échelle du système s'agissant d'améliorer l'impact des programmes du système au niveau des pays et l'efficacité de l'Initiative spéciale en tant que moyen de mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90. Le Comité a dressé un bilan de la contribution de l'Initiative spéciale à la promotion et au renforcement des programmes de développement

dans un certain nombre de pays pour ce qui touche par exemple à la santé, à l'éducation, à la gestion des affaires publiques et aux communications dans le contexte de la consolidation de la paix, et a analysé les enseignements retirés de cet examen. Les séminaires nationaux organisés au titre de l'Initiative spéciale par les coordonnateurs résidents et les équipes de pays du système des Nations Unies, avec la participation de représentants des institutions de Bretton Woods, s'avéraient essentiels car ils encourageaient la participation des pays à l'Initiative et renforçaient la coopération interinstitutions nécessaire à la réalisation des objectifs prioritaires.

54. Le Comité a également examiné les moyens de mieux harmoniser l'Initiative spéciale et d'autres initiatives de coopération en matière de développement international (Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, Alliance for African Industrialization, par exemple).

## **VI. Activités opérationnelles de développement**

55. Le Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations (CCQPO), agissant au nom du CAC, a passé en revue les préparatifs de l'examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, qui devrait être effectué en 1998.

56. Selon le CAC, l'examen triennal permettra d'étudier les liens qui existent entre les activités de développement et les activités de secours d'urgence et d'aide humanitaire; de définir plus facilement les mécanismes nécessaires à l'exécution et à la coordination des activités opérationnelles; d'évaluer les progrès réalisés au niveau de la coordination du système des coordonnateurs résidents, des locaux et des services communs; et de mettre au point des indicateurs d'impact et une méthode d'évaluation de l'impact. Le rapport devrait rendre compte du dialogue permanent que les institutions ont établi entre elles pour accroître la cohérence et l'efficacité des activités opérationnelles du système, et devrait aussi présenter de manière transparente les difficultés rencontrées au cours du processus.

## **VII. Assistance aux pays qui invoquent l'Article 50 de la Charte des Nations Unies**

57. À sa trente-septième session, le Comité du programme et de la coordination<sup>3</sup> s'est déclaré en faveur de mesures pour aider les pays qui avaient subi le contrecoup de l'application des résolutions 661 (1990) et 724 (1991) du Conseil de sécurité, et a prié le CAC de maintenir cette question à son ordre du jour. Le rapport du Secrétaire général concernant les difficultés économiques particulières que connaissent des États par suite de sanctions imposées en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies (A/48/573-S/26705) et les rapports d'ensemble annuels du CAC (E/1993/81, E/1994/19, E/1995/21, E/1996/18 et Add.1 et E/1997/54 et Corr.1) contenaient déjà des informations sur les mesures prises par les Nations Unies pour aider les États concernés.

58. L'Assemblée générale, dans sa résolution 52/169 H, a pris note du rapport du Secrétaire général sur l'assistance économique aux États qui subissent le contrecoup des sanctions imposées par le Conseil de sécurité contre la République fédérale de Yougoslavie (A/52/535)

---

<sup>3</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 16* (A/52/16), chap. IV, sect. A.

et a invité de nouveau tous les États et les organisations internationales compétentes, apparentées ou non aux Nations Unies, en particulier les institutions financières internationales, à tenir compte des besoins spécifiques des pays qui subissent le contrecoup des sanctions dans l'assistance qu'ils leur fourniront durant la période de transition suivant la levée des sanctions. L'Assemblée générale a en outre prié le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, de l'application de ladite résolution.

59. Par ailleurs, dans sa résolution 52/162, l'Assemblée générale a fait sienne la proposition que le Secrétaire général a présentée dans son rapport sur l'application des dispositions de la Charte relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions (A/52/308), tendant à ce qu'un groupe spécial d'experts se réunisse pendant le premier semestre de 1998 en vue de mettre au point des méthodes pour évaluer les répercussions de l'application de mesures préventives ou coercitives effectivement subies par des États tiers. L'Assemblée générale a fait également sienne la recommandation du Secrétaire général tendant à ce que le groupe d'experts recherche des mesures d'assistance novatrices et pratiques que les organismes compétents du système des Nations Unies et de l'extérieur pourraient prendre en faveur des États tiers subissant le contrecoup de l'application de sanctions. L'Assemblée générale a en outre invité les organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales, les autres organisations internationales, les organisations régionales et les États Membres à s'attaquer de façon plus spécifique et plus directe, selon qu'il conviendra, aux difficultés économiques particulières que rencontrent les États tiers qui subissent le contrecoup de l'application de sanctions imposées en vertu du Chapitre VII de la Charte et, à cette fin, à envisager d'améliorer les procédures de consultation pour maintenir un dialogue constructif avec ces États, notamment au moyen de réunions régulières et fréquentes et, le cas échéant, de réunions spéciales entre ces États et la communauté des donateurs, avec la participation d'organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales. Le Secrétaire général présentera à l'Assemblée générale, à sa cinquante-troisième session, un rapport sur l'application de la résolution 52/162.

## **VIII. Questions diverses**

### **A. Suite donnée à l'étude relative à l'impact des conflits armés sur les enfants, réalisée par Graça Machel**

60. Le CAC a examiné l'étude de Graça Machel relative à l'impact des conflits armés sur les enfants (A/51/306 et Add.1), ce qui a été l'occasion pour les organismes du système des Nations Unies de faire le bilan de leur contribution à la promotion des droits de l'enfant et de s'intéresser plus spécialement à la coordination des mesures et à l'obtention de résultats concrets au niveau national, conformément aux recommandations que l'Assemblée générale a formulées dans sa résolution 51/77.

61. Le CAC a prié le Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations (CCQPO) de définir les moyens par lesquels on pourrait associer les activités de réinsertion et de développement des enfants aux activités d'assistance et de relèvement et veiller à ce que les directives opérationnelles, les appels et les projets de stratégies tiennent compte des besoins particuliers des enfants touchés par les conflits. Le Comité a en outre demandé que les recommandations pertinentes contenues dans l'étude de Graça Machel soient intégrées, dans la mesure du possible, aux activités en cours liées au suivi coordonné des récentes conférences mondiales des Nations Unies, et mises en oeuvre dans le cadre des

activités de consolidation de la paix, de règlement des conflits et de réconciliation nationale qui relèvent de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique.

62. Les membres du CAC se sont en outre engagés à privilégier tout particulièrement les besoins et les droits des enfants des rues et des enfants réfugiés et déplacés dans leur propre pays, et à renforcer, dans le cadre de leurs programmes de travail respectifs, les activités de promotion et de mise en oeuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant.

63. Le CAC a décidé que les organismes intéressés du système des Nations Unies devraient énoncer des directives interinstitutions pour les activités concernant les enfants touchés par les conflits. Les équipes de pays et le personnel d'exécution du système des Nations Unies, y compris le personnel des opérations de secours humanitaires, ont également été invités à accorder la priorité à la question des enfants touchés par les conflits armés.

## **B. Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le VIH et le sida**

64. Le CAC a examiné l'état d'avancement des travaux du Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le VIH et le sida (ONUSIDA). Lancé en 1996, ce programme a pour objectif l'organisation d'une action coordonnée à l'échelle du système des Nations Unies pour faire face à l'épidémie du VIH/sida, ce qui suppose notamment la participation aux activités nationales de prévention.

65. Reconnaissant que le programme initial avait enregistré des succès évidents, le CAC a rappelé que le problème posé par le VIH/sida exigeait une action concertée à l'échelle du système et a demandé que l'on renforce la coopération interinstitutions pour lutter contre l'épidémie. Le CAC a pris note de la déclaration commune sur le VIH et le sida du Comité des organisations coparrainantes d'ONUSIDA<sup>4</sup> et a entièrement cautionné l'appel du Directeur exécutif d'ONUSIDA engageant les autres organisations du système des Nations Unies à s'unir dans un nouvel effort pour lutter contre l'épidémie et ses conséquences.

## **IX. Questions administratives**

### **A. Sécurité du personnel des Nations Unies**

66. Au cours de l'année 1997, le Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité a tenu le CAC informé de l'évolution de la situation en matière de sécurité du personnel des Nations Unies et des personnels associés sur le terrain. Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres responsables exécutifs ont de nouveau fait part de leur préoccupation quant au nombre croissant d'incidents et de menaces dont était victime le personnel sur le terrain, et ont informé le Comité des mesures qui étaient prises dans leurs organisations respectives pour faire face à cette situation.

67. Le CAC a insisté sur la nécessité de tenir les gouvernements pleinement informés des mesures de sécurité à l'échelle du système afin de s'assurer leur appui, au niveau politique le plus élevé, lors de la mise en oeuvre desdites mesures. Le Comité a également mis en lumière les rôles essentiels du Coordonnateur résident des Nations Unies et des responsables de la sécurité.

---

<sup>4</sup> Les organisations membres du Comité des organisations coparrainantes d'ONUSIDA sont l'UNICEF, le PNUD, le FNUAP, l'OMS et la Banque mondiale.



68. Le CAC a adopté une déclaration sur la sécurité du personnel (voir ci-après, Annexe IV) et a demandé que l'on étudie d'urgence la suite à y donner, tant au niveau des organes subsidiaires concernés qu'à l'échelle du système. Il a décidé de continuer, en 1998, d'accorder la priorité aux mesures nécessaires à une meilleure coordination et gestion plus efficace des dispositions relatives à la sécurité du personnel dans les situations critiques.

## **B. Conditions d'emploi et application du principe Noblemaire**

69. À partir des analyses et des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA), le CAC a adopté une déclaration sur les conditions d'emploi et l'application du principe Noblemaire (voir ci-après, Annexe V)<sup>5</sup> dans laquelle il exprimait sa préoccupation constante quant à l'urgence de l'adoption des mesures nécessaires au rétablissement de conditions d'emploi compétitives dans le système des Nations Unies, s'agissant notamment de la rémunération des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur. À sa cinquante-deuxième session, l'Assemblée générale a pris note de cette déclaration (résolution 52/216).

---

<sup>5</sup> Un chef de secrétariat a indiqué qu'il ne pouvait souscrire à la déclaration.

## Partie II

### Éléments du programme de travail du CAC pour 1998

70. En 1998, le CAC continuera de suivre les grandes questions de politique générale qui doivent être traitées à l'échelle du système. L'examen d'ensemble de la mise en oeuvre et du suivi intégrés et coordonnés des conférences et sommets mondiaux s'achèvera au début de l'année et figurera dans le rapport que le Secrétaire général a établi pour la session de mai 1998 du Conseil économique et social. Par ailleurs, faisant suite à une initiative du Secrétaire général, les membres du CAC ont décidé de porter un intérêt nouveau à la définition des éléments d'un cadre d'action commun, au sein du système des Nations Unies, pour lutter contre la pauvreté. Conformément aux recommandations contenues dans le rapport du CAC, le CCQPO, le Comité interinstitutions du développement durable (CIDD) et le Comité interinstitutions sur les femmes et l'égalité entre les sexes seront chargés de rendre opérationnel ce cadre commun, pour contribuer à l'action nationale et internationale en faveur du suivi des récentes conférences mondiales et donner un élan nouveau aux actions que les organisations du système exécutent conjointement dans les pays.

71. Le CAC devra en outre continuer d'élaborer des cadres stratégiques pour la consolidation de la paix dans les situations de crise, comme il a commencé à le faire en 1997. Il continuera aussi de contrôler l'état d'avancement de la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale des Nations Unies en faveur de l'Afrique (notamment les travaux de son Comité directeur) et de s'assurer de l'utilité de l'Initiative dans la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90. Les mesures intergouvernementales qui feront suite au rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (A/52/871-S/1998/318) devraient favoriser la collaboration interinstitutions en faveur du développement de l'Afrique.

72. La contribution du CAC au processus général de réforme et de renforcement du système des Nations Unies devrait s'accroître encore en 1998. Le Comité entamera une étude approfondie des nouvelles orientations de la politique générale et des activités que les organismes du système mettent en place dans le cadre des processus de réforme, et en évaluera les conséquences pour d'autres éléments du système ainsi que leur impact en termes de cohérence et d'efficacité pour l'ensemble du système.

73. Le CAC continuera de s'intéresser à l'instauration de partenariats entre les organisations du système et les acteurs non étatiques – qu'il s'agisse des organisations non gouvernementales ou des milieux d'affaires – et à la mise en commun des données d'expérience et des meilleures pratiques dans ce domaine.

74. La mise en oeuvre des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions restera inscrite au programme de travail du Comité.

75. La question de la sécurité du personnel des Nations Unies et des personnels associés conservera son caractère urgent et le Comité veillera en particulier au suivi coordonné de la mise en oeuvre des recommandations formulées dans sa déclaration sur la question du personnel. Pour cela, il donnera suite aux recommandations issues des réunions de haut niveau du CCQA et de la Réunion spéciale interinstitutions sur les questions de sécurité.

76. Au titre des efforts qu'il déploie pour améliorer son propre fonctionnement et celui de ses organes subsidiaires, le CAC élabore un certain nombre d'initiatives visant à renforcer le dialogue politique entre les chefs de secrétariat des organisations membres et leur permettre de se consulter plus facilement en permanence, grâce aux technologies de communication

et d'information. Le CAC continuera aussi de faire adopter par ses organes subsidiaires des méthodes de travail plus efficaces et plus rentables. Sous la direction du CAC, le Comité de coordination des systèmes d'information continuera d'accorder la priorité à l'utilisation accrue des technologies d'information afin d'améliorer l'accès aux informations relatives au système des Nations Unies et d'en élargir la diffusion.

## Annexe I

### **Extraits de la déclaration que le Secrétaire général a adressée au Conseil économique et social, le 6 février 1998\***

[...]

Je sais gré au Conseil de m'avoir invité à participer à la séance de ce matin.

[...]

Votre initiative correspond également à l'esprit du programme de réforme que j'ai lancé l'an dernier, et dont l'un des thèmes principaux était le renforcement de la collaboration et l'instauration de nouveaux partenariats au sein du Secrétariat et entre le Secrétariat et les mécanismes intergouvernementaux.

Il est en effet indispensable que le dialogue entre le Conseil et le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination, s'intensifie si l'on veut atteindre l'un des principaux objectifs du processus de réforme, à savoir mobiliser tous les acteurs du système pour faire du développement la priorité absolue de la communauté internationale.

Ainsi que vous l'avez suggéré, Monsieur le Président, je ne me bornerai pas à analyser les résultats de la session d'automne du CAC. Je vous ferai également part de certaines de mes réflexions sur le rôle du Comité et sur l'évolution de ses activités l'année dernière. J'hasarderai aussi certaines vues sur les activités du Conseil en 1998.

Le CAC est un instrument unique. À maints égards, il est le symbole de l'unité d'action du système; un système décentralisé, composé d'éléments très différents, mais aussi un système uni, que les fondateurs considéraient comme l'instrument permettant de mettre à profit les capacités spécialisées des divers organismes, afin d'atteindre les objectifs sociaux et économiques de la Charte. Toutefois, le CAC peut et doit être beaucoup plus qu'un symbole. Je pense que nous commençons à peine d'exploiter son potentiel :

- En tant qu'instrument permettant au Secrétaire général d'utiliser les multiples capacités du système pour promouvoir la sécurité et le développement;
- En tant qu'instrument permettant de recueillir les avis de tous pour offrir des conseils aux organes intergouvernementaux, et de coordonner l'exécution de leurs mandats; et
- En tant qu'instrument permettant d'aider les différents organismes du système à régler les problèmes qu'ils ne peuvent résoudre seuls.

Permettez-moi de revenir sur chacun de ces trois points.

Depuis que j'ai pris mes fonctions, j'ai toujours eu à cœur de m'acquitter de mes responsabilités en tant que Président du CAC, de nouer et d'entretenir des relations personnelles avec les chefs de secrétariat des organismes du système, et de promouvoir un idéal commun. Il s'agit, à mon avis, d'un élément essentiel pour la revitalisation du rôle économique et social de l'ONU et le renforcement de la coopération internationale en faveur du développement.

---

\* Le texte intégral de la déclaration a été publié sous la cote SG/SM/6455.

Au cours des dernières années, on notera que les relations se sont considérablement améliorées entre le CAC et les principaux mécanismes intergouvernementaux de coordination, en particulier le Conseil. La méfiance tend à disparaître au profit de la collaboration et du partage des responsabilités.

Les conférences et les sommets mondiaux organisés récemment, qui ont montré que notre organisation avait un pouvoir unique de mobilisation, ont marqué un tournant dans cette évolution. Ces manifestations ont mis en lumière la capacité de l'ONU d'établir des cadres d'action qui s'appuient sur les capacités et les rôles distincts des différents organismes, tout en orientant leur action vers des objectifs communs fixés au plus haut niveau.

Le Conseil économique et social et l'Assemblée générale apprécient, quant à eux, le fait que le CAC prend la tête des efforts visant à permettre au système de recenser, en se fondant sur les résultats des conférences et des sommets, les questions intersectorielles et de fixer les priorités de ses programmes et activités. Le Conseil pourra ainsi réaffirmer son rôle en tant qu'organe responsable de l'orientation générale des activités et assurer la coordination de leur exécution. Voilà un excellent exemple des relations synergiques que le CAC et le Conseil doivent entretenir.

Toutefois, l'évolution la plus notable réside, à mon avis, dans la façon dont les chefs de secrétariat perçoivent le rôle du CAC et la coordination interinstitutions. Les vastes discussions qui se sont tenues au sein du CAC au cours de l'année écoulée ont mis en évidence les graves problèmes de gestion et de stratégie auxquels se heurte l'ensemble du système. Elles ont permis de prendre davantage conscience que l'avenir de chaque élément du système dépendait de celui des autres entités. Ces débats ont aussi permis de réaffirmer que le CAC devait être l'instance privilégiée pour la coordination des initiatives des chefs de secrétariat en matière de programmes et de gestion et l'évaluation de leur impact sur la capacité globale du système et son avenir.

Les débats que le CAC a consacrés l'année dernière à la réforme ont été menés dans cette optique.

Les chefs de secrétariat se sont déclarés résolus à échanger en permanence des informations sur leurs activités en ce domaine, afin qu'elles se renforcent mutuellement, que les incidences sur les autres organisations en matière de politiques, de programmes et de gestion soient prises en compte et que les meilleures pratiques soient appliquées à l'échelle du système.

La consolidation de la paix a été un autre aspect important du programme de travail du CAC au cours de l'année. Il s'agissait notamment de mettre au point un «cadre stratégique» commun à tous les organismes du système, qui permette de mobiliser l'ensemble des capacités disponibles pour aider les pays à faire face aux crises et à se rétablir.

L'objectif est de combiner, de manière cohérente, les capacités analytiques du système, sa capacité en matière d'intervention humanitaire et de médiation politique et son expérience de la coopération pour le développement, pour consolider et préserver la paix; mais il s'agit également d'étudier les causes profondes des conflits actuels ou potentiels.

Monsieur le Président, vous avez parlé avec éloquence de ces questions au Conseil de sécurité, en mettant l'accent sur l'importance cruciale de la réconciliation. Il s'agit, en effet, d'un aspect essentiel de la consolidation de la paix, et de nombreux organismes ont ou pourraient avoir un rôle important à jouer dans ce domaine. Il faudra tenir compte de cet élément primordial dans la définition des éléments constituant le «cadre stratégique».

Le CAC a également accordé une attention continue à la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique et à ses répercussions. J'ai lancé un

processus intensif de consultations interinstitutions dans le but d'adopter, à l'échelle du système, une approche concertée face aux problèmes majeurs de reconstruction et de développement auxquels sont confrontés les pays de la région des Grands Lacs.

Je suis convaincu qu'en travaillant avec les gouvernements de la région et avec l'appui des autres partenaires de développement, le système des Nations Unies est en mesure d'entreprendre une action coordonnée pour aider ces pays à retrouver la voie du développement.

En 1997, le CAC s'est aussi activement employé à obtenir l'appui de plus en plus indispensable de la société civile, y compris du secteur privé, afin de répondre aux problèmes qui se posent à l'échelle mondiale.

On s'accorde généralement à reconnaître que le renforcement de la collaboration entre le système et la société civile doit être considéré comme l'un des principaux objectifs des processus de réforme en cours. Cette collaboration est en effet un aspect important des efforts déployés pour adapter le système à l'évolution de la situation aux niveaux national et international. En outre, elle est essentielle pour répondre aux problèmes majeurs auxquels nous sommes confrontés, qu'il s'agisse d'accroître les courants de ressources, de renforcer l'impact du système sur le développement ou d'obtenir un soutien accru de l'opinion publique.

Parallèlement à la session que le CAC a tenue en octobre, nous avons organisé le premier séminaire des membres du Comité, auquel ont participé tous les chefs de secrétariat des organismes membres, lesquels avaient également participé à la première session du CAC que j'ai présidée en avril.

Lors de notre débat sur l'évolution du rôle de l'État et ses incidences sur le système des Nations Unies, nous avons abordé la question de l'impact de la mondialisation et des autres tendances de l'économie mondiale sur les programmes et les institutions. Nous avons également examiné des thèmes aussi importants que les perspectives de coopération pour le développement et les nouvelles approches du financement du développement. Nous avons aussi étudié les moyens d'adapter le rôle et le fonctionnement du CAC à la nouvelle donne internationale.

Vu les résultats du séminaire, j'ai bon espoir qu'à sa session de mars, le CAC lancera plusieurs initiatives nouvelles qui permettront de renforcer la concertation entre les diverses entités du système; on mentionnera notamment l'établissement d'un réseau spécialisé et la tenue de consultations fréquentes par téléconférence entre les chefs de secrétariat.

[...]

En mai, le Conseil convoquera une session extraordinaire afin d'examiner la suite donnée aux grandes conférences et aux sommets organisés sous l'égide des Nations Unies.

Le CAC soumettra au Conseil son évaluation de l'impact des équipes spéciales thématiques chargées de promouvoir un suivi intégré de ces conférences.

J'espère que le Conseil obtiendra de la communauté internationale qu'elle réaffirme son attachement aux accords conclus et qu'il appuiera parallèlement les efforts visant à réaliser l'objectif sous-jacent de ces conférences : l'adoption de mesures concertées en vue de l'éradication de la pauvreté.

Je vous assure que le CAC accordera la plus haute priorité à la mobilisation de toutes les capacités du système à l'appui de cet effort.

Soyez assurés du total soutien du CAC dans tous vos travaux; les organismes du système quant à eux sont disposés à poursuivre avec vous un dialogue soutenu et constant. Les

politiques et les activités des organismes du système devraient non seulement constituer l'objet des travaux du Conseil mais aussi la base sur laquelle il se fonde.

Je m'associe aujourd'hui à votre engagement en faveur de l'action de l'Organisation dans les domaines économique et social. Je suis convaincu que nous pouvons atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés. Je vous assure de mon plein appui et vous souhaite de réussir votre entreprise.

## Annexe II

### **Déclaration du Comité administratif de coordination (CAC) sur l'accès universel à des services fondamentaux de communication et d'information**

1. La révolution de l'information et des communications à laquelle nous assistons s'accompagne d'une explosion des connaissances. L'information et le savoir sont devenus en soi des facteurs de développement de la société et de l'économie. En raison de leur caractère générique, les techniques de l'information et des communications ont des applications dans tous les domaines de l'activité économique, sociale, culturelle et politique. De ce fait, elles influent sur l'ensemble des institutions sociales, des représentations et des processus cognitifs. Au niveau mondial, l'expansion du secteur de l'information et des communications affiche déjà un taux deux fois supérieur à celui de la croissance économique. L'omniprésence de l'informatique et la baisse constante des prix du matériel et des logiciels qui deviennent de plus en plus puissants et fiables vont accélérer la généralisation du recours aux techniques de l'information et des communications, à la portée de secteurs de plus en plus nombreux de la population. Néanmoins, les avantages immenses que laisse présager cette évolution générale ne pourront se concrétiser que si l'on parvient à mettre les progrès techniques réalisés au service de l'épanouissement des individus et du développement de la société, en veillant à ce que les informations et les applications produites et diffusées servent cet objectif.

2. La révolution de l'information et des communications ouvre des perspectives entièrement nouvelles pour les organismes des Nations Unies; elle changera de façon spectaculaire non seulement la manière dont ces organismes fonctionnent, assurent leurs services et fournissent leurs produits, mais aussi la façon dont ils collaborent et interagissent, entre eux et avec les autres acteurs. Il est en effet temps de reconsidérer les orientations, stratégies et activités du système multilatéral dans son ensemble – tout particulièrement des institutions de coopération pour le développement – pour les adapter à la situation et aux perspectives nouvelles. Nous sommes déterminés à trouver des solutions constructives pour relever sans tarder ces nouveaux défis.

3. Nous considérons que les connaissances et l'information :

a) Constituent l'élément vital de la nouvelle société mondiale de l'information et de sa base matérielle;

b) Sont les principales ressources d'une économie de l'information en plein essor;

c) Sont des facteurs de mondialisation essentiels pour l'émergence d'une télé-économie, qui définit de nouveaux modèles d'organisation au niveau de la planète et de la société (télétravail, téléservices, télémédecine, éducation et formation à distance, téléachat, opérations bancaires délocalisées, services d'appui aux entreprises, rationalisation du commerce, informations commerciales, etc.), rendant la capacité d'obtenir ou de procurer des produits ou des services de plus en plus souvent indépendante de la localisation géographique;

d) Influenceront de plus en plus sur la division internationale du travail, détermineront la compétitivité des sociétés et des économies nationales, et induiront de nouveaux modes de croissance;

e) Auront des incidences stratégiques sur les structures mondiales du pouvoir. Plus que jamais, la connaissance est synonyme de pouvoir. La connaissance des faits devenant un



élément essentiel des relations internationales et déterminant l'efficacité de toute intervention, elle constitue un enjeu crucial pour les acteurs multilatéraux.

4. L'information n'est pas un bien gratuit. Les avantages comparatifs des différents pays dépendront désormais de leur aptitude à acquérir, organiser, extraire et diffuser des informations par le biais de moyens de communication, de techniques de traitement de l'information et de réseaux complexes pour élaborer leurs politiques et promouvoir leur développement. La maîtrise de ces moyens et techniques peut faciliter la prévention et le règlement des conflits régionaux ou autres, ou encore permettre de prendre des décisions plus pertinentes pour mieux faire face à de nouvelles menaces telles que la criminalité internationale, le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive et la dégradation de l'environnement, auxquelles les institutions du système des Nations Unies attachent une importance capitale.

5. Nous sommes profondément préoccupés par les inégalités croissantes en matière d'accès aux ressources et débouchés qu'offrent les techniques de l'information et des communications. L'écart dans ce domaine entre les pays industrialisés et les pays développés, et les disparités qu'il engendre, s'accroît pour donner naissance à un nouveau type de pauvreté, celle qui frappe les exclus de l'information. La plupart des pays en développement, tout particulièrement les pays les moins avancés, restent en marge de la révolution des communications, pour les raisons suivantes :

a) Ils ne peuvent accéder, moyennant un coût raisonnable, aux principales sources d'information, aux techniques de pointe, aux systèmes perfectionnés de télécommunication et à l'infrastructure nécessaire;

b) Ils n'ont pas la capacité de mettre au point, d'exploiter, de gérer et d'assurer la mise en oeuvre des techniques voulues;

c) Leurs politiques ne favorisent pas la création des conditions nécessaires pour que leur population participe, dans des conditions d'équité, à la société de l'information, à la fois en tant que productrice et que consommatrice d'éléments d'information et de connaissance;

d) Leur population active n'a pas acquis les compétences nécessaires pour élaborer, exploiter et fournir les produits et services à forte valeur ajoutée requis par l'économie de l'information.

Nous engageons les organismes des Nations Unies à aider les pays en développement à éviter que la situation ne se détériore davantage et à rattraper leur retard.

6. Au cours des dernières décennies, les organismes des Nations Unies ont exécuté, à divers niveaux, de nombreux projets faisant intervenir les techniques de l'information et des communications. Or, force est de constater que l'exécution de ces projets a souvent été mal coordonnée. Il nous semble donc urgent d'élaborer des stratégies pour aborder de façon plus systématique les questions relatives aux techniques de l'information et des communications, ainsi qu'à la gestion de l'information, en renforçant la collaboration entre les organismes des Nations Unies.

7. Nous sommes arrivés à la conclusion que le système des Nations Unies devait faire de l'introduction et de l'utilisation des techniques de l'information et des communications et des méthodes de gestion de l'information un de ses domaines d'action prioritaires afin de promouvoir et d'assurer un développement humain durable dont personne ne soit exclu; nous avons en conséquence décidé de nous fixer pour objectif de faire en sorte que chacun ait accès à des services fondamentaux de communication et d'information. Les nouvelles possibilités qu'offrent les techniques de l'information et des communications, ainsi que la gestion efficace de l'information, permettraient de résoudre certains des problèmes qui se posent à l'échelle

de la planète, de promouvoir le développement social et de renforcer les capacités pour mieux tirer parti des nouvelles technologies. Par ailleurs, les moyens de communication de type classique, notamment les services postaux, sont utilisés de façon intensive par toutes les couches de la population dans le monde entier, tout particulièrement dans les pays en développement. La poste joue et, pour autant qu'on puisse le prévoir, continuera de jouer un rôle essentiel dans la promotion des échanges commerciaux, de l'activité industrielle et des services de toutes sortes. Son utilité se trouvera encore accrue lorsque de nouveaux services seront proposés, notamment pour diffuser des informations et documents en associant la transmission de données sous forme électronique et la distribution de courrier de type classique.

8. Les divers projets et activités dans lesquels nos institutions, seules ou ensemble, sont d'ores et déjà engagées au niveau national mettent en évidence le rôle de catalyseur que les organisations multilatérales peuvent et doivent jouer dans ce domaine de plus en plus vital. Nous nous engageons à poursuivre dans cette voie en unissant nos forces dans différents secteurs, tels que l'agriculture, l'éducation, la santé, la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, les transports, le commerce international et intérieur, l'emploi et la main-d'oeuvre, le logement, l'infrastructure et les services aux collectivités, la promotion des petites et moyennes entreprises et le renforcement des dispositifs de participation (voir appendice). Nous sommes déterminés à démontrer la viabilité et l'utilité des nouvelles techniques et d'une gestion efficace de l'information, tout particulièrement en orientant notre action vers le milieu rural et vers les groupes les plus démunis de la société qui sont si souvent les laissés pour compte du progrès technique. Si l'on veut que les possibilités qu'offrent les techniques de l'information et des communications ainsi que la gestion de l'information se concrétisent, nous devons démontrer que ces techniques peuvent réellement changer les choses en permettant de transmettre des informations à une plus grande partie de la population démunie ou de fournir des services de meilleure qualité à un plus grand nombre d'individus.

9. Tirer parti rapidement et au moindre coût des possibilités qu'offrent les nouvelles techniques de communication et en partager équitablement les bienfaits entre les différents pays de la planète, en particulier dans le monde en développement, tient de la gageure. L'infrastructure du réseau de télécommunication est insuffisante dans pratiquement tous les pays en développement. Les 59 pays dont le revenu est le plus faible (où vivent environ 56 % de la population mondiale) ne disposent que de 7 % des lignes téléphoniques principales de la planète. Si l'on exclut la Chine et l'Inde, ces pays (un cinquième de la population mondiale) ne disposent que de 1 % du réseau mondial de lignes téléphoniques principales. Seuls les habitants de certaines grandes villes peuvent être raccordés aux réseaux téléphoniques, les listes d'attente sont longues et rien ne laisse prévoir une amélioration spectaculaire de la situation dans un avenir proche. Dans les limites que lui imposent ses ressources et ses priorités, le système des Nations Unies est prêt à aider les gouvernements à élaborer des politiques, programmes et stratégies nationales, afin de promouvoir la mise en place et la gestion d'une infrastructure de l'information adéquate qui réponde aux besoins de leur pays et en respecte les traditions.

10. Il est probable que, contrairement à l'industrialisation, on n'assistera pas, dans le domaine de l'information et des communications, à un transfert graduel des compétences et des techniques de pointe, mais à une mise en application très rapide de certaines de ces compétences et techniques. En effet, les pays en développement pourront brûler les étapes du progrès technologique. Nous sommes conscients des difficultés considérables que cela risque de leur poser dans la pratique, mais nous sommes déterminés à les aider à y parvenir.

11. Nous savons aussi qu'on ne pourra faciliter l'accès aux nouvelles ressources de communication multimédias et en tirer le meilleur parti sans mettre en valeur les ressources

humaines et renforcer les capacités techniques nécessaires. L'expansion fulgurante de l'Internet et du World Wide Web, leur caractère interactif et la connexion d'ordinateurs en tous points du globe ont radicalement bouleversé les modes de consultation, de traitement et de diffusion de l'information. Les utilisateurs peuvent désormais accéder par réseau aux informations dont ils ont besoin, puis les télécharger à volonté. Ils disposent dorénavant d'une interface simple permettant de communiquer, de s'informer et d'échanger des données, à condition d'en avoir les moyens.

12. Le succès de réseaux comme l'Internet ne doit toutefois pas nous faire oublier que d'autres techniques d'information et de communication peuvent contribuer à un développement humain durable. Ainsi, grâce aux progrès de la technologie du CD-ROM, les pays en développement peuvent, même dans les régions qui ne disposent pas de systèmes de télécommunication fiables, procéder à des transferts massifs de données multimédias. En revanche, nombre des moyens de transfert de données multimédias – tout particulièrement de l'Internet – ne sont exploitables que s'il est possible d'avoir accès à des réseaux de télécommunication fiables et puissants, ayant une largeur de bande suffisante, ainsi qu'aux réseaux électriques ou à des sources d'énergie renouvelables comme l'énergie solaire. Ces contraintes rendent leur utilisation d'autant plus difficile dans les zones les plus pauvres. De plus, l'analphabétisme, la diversité des cultures et les différences linguistiques sont autant d'obstacles à l'application généralisée des nouvelles techniques.

13. Si les capitales de la plupart des pays en développement ont pu être reliées aux réseaux de télécommunication internationaux grâce à des investissements massifs, ce n'est pas le cas des zones rurales ou isolées, qui sont les plus touchées par la pauvreté. Il nous semble que l'une des priorités absolues des gouvernements, du secteur privé et des institutions multilatérales et bilatérales de développement devrait être d'équiper les zones rurales pour les raccorder à l'infrastructure du réseau de télécommunication national et de relier ce dernier à des réseaux internationaux fiables. Si l'on n'y parvient pas, les zones rurales et les populations démunies des pays en développement ne pourront pas bénéficier des systèmes de télécommunication dont l'utilisation restera le privilège de l'élite urbaine. À cet égard, les systèmes numériques par satellite, qui connaissent un essor rapide, offrent de nouvelles solutions.

14. Si l'on veut juger de l'ampleur des investissements nécessaires, il faut savoir que l'on a estimé à 8 milliards de dollars des États-Unis le montant des dépenses qu'il faudrait engager pour porter la densité téléphonique en Afrique subsaharienne à une ligne principale pour 100 habitants (contre 0,46 ligne principale pour 100 habitants actuellement). De surcroît, ce montant a été calculé sur la base des coûts internationaux en vigueur, qui sont généralement trois fois inférieurs aux coûts constatés en Afrique subsaharienne. Devant l'immensité de la tâche que constitue la mise en place d'un accès universel à des services fondamentaux de communication et d'information dans les pays en développement, il semblerait préférable de privilégier les actions menées au niveau des collectivités et de renforcer les grands programmes de développement, par exemple dans le domaine de l'éducation, plutôt que d'intervenir au niveau des ménages ou des particuliers. Il restera néanmoins extrêmement difficile de tirer parti des possibilités qu'offrent les nouvelles techniques de l'information et des communications et d'en faire bénéficier les pays en développement.

15. Les organismes des Nations Unies ne peuvent assumer seuls cet investissement massif et extrêmement coûteux, qui permettra de lutter contre la pauvreté, de créer de nouveaux moyens de subsistance et d'ouvrir de nouveaux marchés. Nous invitons le secteur privé, les pouvoirs publics, la société civile et les autres organismes de développement à élaborer avec nous un projet ciblé et rigoureux, destiné à donner forme à cette démarche et à la mener à bonne fin, en veillant à :

a) Élaborer et préconiser une conception prospective mondiale, ainsi qu'une prise de conscience généralisée des mutations qui s'opèrent, et définir un projet d'ensemble probant qui permette de mettre les nouvelles techniques à la portée de tous les pays, notamment les plus pauvres;

b) Créer dans les pays en développement les capacités humaines, techniques et économiques nécessaires pour faciliter l'accès aux techniques de l'information et des communications et leur utilisation;

c) Encourager le recours aux techniques de l'information et des communications multimédias, lors de la mise en oeuvre de programmes du développement humain durable, tout particulièrement en milieu rural;

d) Promouvoir, avec le secteur privé, la création, la gestion et la diffusion d'une information et de données relatives aux diverses facettes du développement – à l'échelon mondial, régional, national et local.

16. Nous avons conscience du fait que les moyens de communication modernes – notamment ceux fondés sur le Web – auront des effets tangibles sur le contenu des programmes, leurs modalités, ainsi que la qualité de leur mise en oeuvre, et, partant, sur l'évolution de la coopération multilatérale et de l'assistance technique proprement dite. Nous nous proposons donc d'accélérer la réforme interne en cours et de faire en sorte d'obtenir des organismes modernes, économiques et coordonnés à l'échelon planétaire; il faut pour cela renforcer les capacités techniques internes et modifier le comportement du personnel, notamment des hauts fonctionnaires. Il s'agit, en outre, de resserrer les liens et d'intensifier les communications entre nos différents bureaux, afin de les sortir de leur isolement; avec, à la clef, la possibilité de décentraliser et de fournir une assistance technique immédiate.

17. Nous comptons en outre harmoniser et coordonner nos interventions pour moderniser et améliorer les capacités et accroître l'efficacité. Notre objectif sera d'instaurer un réseau Internet réservé à l'usage du système des Nations Unies. Cette «Intranet» permettra de faciliter la coopération entre les organismes et d'assurer une exploitation concertée de leurs compétences ainsi que la coordination à l'échelon national. Nous nous efforcerons de resserrer la coopération entre nos organismes, en utilisant des systèmes compatibles, comme nous nous y appliquons déjà par les soins du Comité de coordination des systèmes d'information. Nous sommes désireux d'assurer la compatibilité, l'accessibilité et la convergence des moyens de communication et des systèmes informatiques.

18. Parallèlement, il conviendrait de mettre en place dans chacun de nos organismes des sites Web constamment actualisés et bien gérés, dotés de liens hypertextes avec des sites connexes intérieurs ou extérieurs au système des Nations Unies. Nous affermissons ainsi les compétences et l'autorité mondiale de nos organismes à l'ère de l'électronique. De fait, la fiabilité d'Internet devenant difficile à évaluer (plus de 65 millions de sites Web), il faudrait que les diverses entités du système des Nations Unies deviennent, dans leurs domaines de compétence respectifs, des pivots de ce réseau mondial. Nous devons tout mettre en oeuvre pour faire de nos sites Web la référence obligée en matière d'information sur la pauvreté, le développement et la durabilité, les valeurs et le patrimoine de l'humanité. Créé en 1994 pour harmoniser les méthodes de travail des organismes des Nations Unies et faciliter l'accès à l'information dans ce domaine, le Comité de coordination des systèmes d'information a bien pris son essor.

19. Il nous faut également examiner et comprendre ce qu'implique l'ère des techniques de l'information et des communications, ainsi que les possibilités qu'elle offre. Les progrès fulgurants de la technologie engendrent-ils un droit à communiquer et un droit à accéder à

l'information? Les conséquences à apprécier touchent de nombreux domaines : le marché mondial du travail, notamment l'impact sur les femmes, le rôle des syndicats et la division internationale du travail; les débouchés envisageables sur les marchés mondiaux pour les biens et les services venant des pays en développement; les perspectives d'approvisionnement sur le marché mondial, les possibilités de faire participer les jeunes, les associations et les collectivités, les femmes et les organisations autochtones, ainsi que d'autres groupes opprimés; le cas particulier des personnes âgées; l'avenir des services postaux classiques; les droits d'auteur internationaux et le commerce des services.

20. Pour l'heure, l'innovation en matière de techniques de l'information et des communications, du point de vue des choix, des méthodes et du contenu, répond en règle générale aux besoins et aux conceptions des pays industrialisés et de leurs milieux d'affaires. Nous estimons que les innovations portant tant sur le matériel que sur les logiciels doivent également tenir compte de la demande et des besoins, de façon à s'adapter aux objectifs et aux impératifs du développement. L'abandon d'une perspective axée sur l'offre au bénéfice d'une perspective axée sur la demande doit devenir une priorité mondiale et influencer sur l'orientation et la fréquence des innovations à venir. C'est à ce prix que les techniques de l'information et des communications pourront s'implanter et avoir des retombées possibles dans les pays en développement qui, de fait, représentent les marchés de demain. Il sera entre autres nécessaire de concevoir des produits utilisables dans des milieux mal alimentés en électricité (notamment du matériel informatique fonctionnant grâce à l'énergie solaire ou dynamo-électrique) ou accessibles aux analphabètes (logiciels faisant appel aux icônes, diversité culturelle et linguistique du contenu des programmes). Néanmoins, ce sont les réalités techniques et financières qui détermineront les coopérations et les alliances.

21. Aussi sommes-nous particulièrement préoccupés par l'ampleur des moyens financiers nécessaires pour combler le fossé qui sépare actuellement ceux qui ont accès à l'information des autres. La modicité des fonds et l'insuffisance des courants d'investissement entravent inmanquablement la modernisation des réseaux de télécommunication et l'apport de techniques propres à faire progresser le développement humain durable. Étant donné que l'on ne prévoit aucune augmentation sensible de l'aide publique au développement pour les prochaines années, il faut rechercher de nouveaux moyens de recueillir des fonds suffisants.

22. De notre point de vue, l'ampleur même de la tâche nécessitera la prompte création de mécanismes novateurs :

a) Alliances industrielles réunissant les pays développés et les pays en développement;

b) Collaborations d'un nouveau genre, réunissant les pouvoirs publics, le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les fondations, les universités, les associations ainsi que les organisations intergouvernementales et internationales.

23. En tant que dirigeants des organismes et organes des Nations Unies, nous sommes convenus de coopérer de façon plus rigoureuse à l'élaboration de solutions stratégiques aux problèmes que posent l'économie et la société de l'information à l'échelon mondial. Aussi avons-nous décidé de nous employer à améliorer l'accès de tous aux services de communication et d'information fondamentaux.

24. Afin de prouver que nous sommes à même d'atténuer les déficiences de l'information, nous sommes convenus de lancer, grâce à une action concertée à l'échelon des pays, des projets pilotes touchant aux vastes domaines mentionnés dans l'appendice au présent document.

25. Il est indispensable que les États Membres s'investissent pour relever les défis du changement. Par conséquent, nous invitons le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination, à porter la présente déclaration à l'attention de l'Assemblée générale, afin d'obtenir son aval. Les chefs de secrétariat soumettront également cette déclaration aux organes directeurs intéressés.

## Appendice

### Exemples de domaines d'application pour d'éventuels projets pilotes.

1. *Enseignement et apprentissage à distance interactifs.* Les méthodes d'enseignement et d'apprentissage classiques sont de moins en moins à même de répondre à la demande croissante de diffusion du savoir engendrée par la propagation de l'analphabétisme, la pénurie d'enseignants qualifiés, la réduction des fonds publics affectés à l'enseignement et la reconnaissance toujours plus grande du concept d'acquisition permanente des connaissances, dans un monde en perpétuelle évolution. À tous les stades de l'enseignement, l'enseignement à distance peut parfaitement compléter la pédagogie classique; il peut, en particulier, être accessible aux pays et régions isolés, qui sont souvent les plus pauvres. Là où même la télévision est un rêve inaccessible, il faut compter sur la radio et la création de médias locaux, notamment la radio en zone rurale.
2. *Télémédecine.* Grâce à l'utilisation conjointe des télécommunications et des techniques médicales, la télémédecine offre des possibilités en matière de pratique et d'enseignement médicaux. Elle permet une communication audiovisuelle interactive entre les médecins et les praticiens dans les endroits reculés, facilite l'échange de l'information médicale aux fins de la recherche et de l'enseignement, et rend possible la visualisation des diagnostics et l'analyse clinique à distance, de façon à pallier le manque de spécialistes ou à conseiller les médecins. L'électronique peut ainsi contribuer à l'amélioration qualitative et quantitative des services de santé généraux, ainsi que des services de santé en matière de reproduction, en zone rurale. L'accès aux ordinateurs et aux services de télécommunication peut aider à modifier le rôle du personnel soignant, ainsi qu'à améliorer la qualité et la diffusion des services de santé et des soins préventifs dans les communautés rurales mal desservies.
3. *Télébanque et programmes d'octroi de microcrédits.* La télébanque peut aider les banques à répondre aux besoins des pauvres, à communiquer, à l'échelon des villages, avec les analphabètes et les pauvres, ainsi qu'à mettre en oeuvre des programmes de microcrédits. La technologie actuelle est tout indiquée pour un marché constitué par une large population rurale, démunie et souvent analphabète, en proie à une forte criminalité et à une fraude généralisée.
4. *Protection et gestion de l'environnement.* La protection et la gestion de l'environnement constituent un vaste domaine se prêtant aux diverses applications des techniques de l'information : méthodes de sylviculture et d'exploitation forestière durables, gestion et élimination des déchets, soutien aux services de développement agricole, gestion des ressources en eau, de l'irrigation et de l'exploitation des ressources naturelles.
5. *Processus et mécanismes de participation et bonne conduite des affaires publiques.* Les communications ne sont pas seulement un moyen de répandre le savoir, la formation et les valeurs, elles constituent également un élément fondamental de toute société démocratique. Leur instantanéité ne peut qu'influer sur les prises de décisions politiques, économiques et commerciales. Elles retentiront aussi sur les systèmes démocratiques (ou autocratiques) et sur les structures de l'administration publique, en modifiant leur faculté d'adaptation, leur transparence et leur fiabilité; à l'échelon de la société civile, elles ne pourront qu'accroître la participation populaire, notamment celle des femmes et des jeunes. La technologie dans ce domaine est adaptée à la création de structures novatrices à l'échelon des collectivités, permettant à toutes les parties prenantes au développement durable de gérer les affaires publiques et privées; elle est également propice à la démarginalisation des plus démunis, en offrant un large accès à l'information et au partenariat.

6. *Laboratoires virtuels d'analyse des problèmes de développement.* De nouvelles méthodes de travail qui n'étaient pas même envisageables il y a un an sont désormais possibles. En combinant les possibilités offertes par Internet, la réalité virtuelle, le calcul en temps réel et en trois dimensions, les autres techniques de télécommunication, les synergies de groupe et le travail en équipe virtuelle, il est désormais envisageable de créer des «collèges invisibles» permanents de scientifiques travaillant sur des sujets de recherche fondamentaux, pour un coût relativement faible. L'objectif principal est d'établir un contact entre les chercheurs des pays en développement ayant des besoins et un savoir particuliers avec la structure et les pratiques solidement établies dans les pays développés, de façon à offrir un accès aux compétences et aux données scientifiques qui soit plus rapide, plus large et interactif; ce afin de permettre une diffusion accélérée de l'information. Ces techniques sont l'une des solutions possibles au problème de l'exode des compétences du Sud vers le Nord; elles permettraient aux scientifiques du Sud d'être virtuellement associés à tous les débats fondamentaux qui animent la communauté scientifique mondiale.

7. *Accès de tous aux connaissances et à la culture mondiales.* Les organismes d'information publics, intermédiaires obligés pour accéder à l'information nécessaire au développement, n'ont pu exploiter tout leur potentiel dans les pays en développement, en raison de l'étendue des besoins et de la modicité des ressources. Les techniques de l'information et des communications permettent à ces organismes d'ouvrir des services peu coûteux d'information sur le développement, destinés à tous les milieux sociaux, grâce à la mise en place de réseaux nationaux et régionaux. Bien que d'une importance capitale, l'information du domaine public semble négligée par le marché de l'information, pour diverses raisons : rentabilité potentielle insuffisante, intéressés trop peu nombreux ou, plus paradoxalement, caractère public des données originelles. Cette information devrait être répertoriée, numérisée et rendue accessible grâce aux serveurs Internet, tout en étant étayée par des mesures gouvernementales adéquates concernant les questions de droits d'auteur relatives aux techniques de l'information, à l'essor d'industries de l'électronique à vocation culturelle, ainsi qu'à la promotion d'Internet en tant que service public accessible à tous au moindre coût.



## Annexe III

### **Déclaration du Comité administratif de coordination à l'Assemblée générale, à sa dix-neuvième session extraordinaire**

1. Le développement durable demeure au nombre des défis majeurs que doit relever l'humanité à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Il est cependant de plus en plus à craindre que les capacités nationales de faire face à de tels défis dans l'avenir soient irrémédiablement limitées si l'on ne parvient pas à accélérer la croissance économique et le développement dans de nombreuses régions du monde, à résoudre les problèmes sociaux brûlants, à rectifier les modes de production et de consommation non viables, à remédier aux inégalités et à mettre un terme à la détérioration de l'environnement.
2. Les chefs de secrétariat des organisations du système des Nations Unies membres du CAC sont tous d'avis que la notion de développement durable constitue un cadre de référence pour toute la gamme des activités du système exécutées aux niveaux mondial, régional et national. Le développement durable, tel qu'il est exposé dans l'Action 21, à savoir le Plan d'action de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro, exige l'exécution de politiques interdépendantes visant à promouvoir le développement économique, l'égalité sociale et la viabilité de l'environnement. Il nécessite donc une conception plus intégrée de l'élaboration des politiques, faisant intervenir de nouveaux modes de pensée, de nouveaux dispositifs institutionnels et l'instauration de nouveaux partenariats avec de nombreux interlocuteurs, gouvernementaux et non gouvernementaux.
3. De nouveaux efforts à l'échelle du système sont indispensables pour faire face aux incidences de la mondialisation et de la libéralisation de l'économie, en gardant à l'esprit les nouvelles possibilités qui s'offrent au commerce et à l'investissement, ainsi qu'aux flux d'informations et de technologie, mais aussi les risques de marginalisation des pays les plus pauvres, et des groupes les plus défavorisés, en particulier les femmes et les enfants, à l'intérieur des pays eux-mêmes.
4. Les engagements contractés par la communauté internationale en vue de réaliser un développement durable ont été renforcés par les conclusions de la série de grandes conférences mondiales sur le développement qui se sont tenues durant les années 90<sup>1</sup>. Ces réunions ont appelé l'attention sur la dimension sociale du développement durable, et en particulier sur la priorité absolue à donner à l'atténuation de la pauvreté. La généralisation de la pauvreté est l'une des causes majeures de la stagnation économique, des difficultés sociales, de l'existence de conditions sanitaires et de détérioration de l'environnement. D'autres conférences ont mis en relief les aspects socioéconomiques du développement durable<sup>2</sup>.
5. Des efforts positifs ont été déployés pour sensibiliser l'opinion publique et mobiliser la coopération internationale, ainsi que pour adopter des programmes spéciaux pour la mise en oeuvre d'Action 21 et créer les mécanismes institutionnels voulus aux niveaux international, régional, national et local. Mais il demeure beaucoup à faire pour retrouver l'impulsion donnée par la Conférence de Rio et traduire dans la réalité les engagements pris lors de la Conférence. Une plus grande volonté politique est nécessaire pour réaliser un partenariat mondial permettant de faire progresser la mise en oeuvre d'Action 21.
6. Le Comité administratif de coordination est résolu à se montrer à la hauteur de la tâche que représente la mise en oeuvre véritable des engagements pris lors de la Conférence de Rio.

Les mesures de suivi exigeront un degré élevé d'intégration des politiques et le Comité entend bien continuer à mettre en place des instruments et techniques efficaces d'amélioration de la coordination à l'échelle du système des Nations Unies. Des modifications et adaptations majeures ont déjà été entreprises à cet égard afin de mieux permettre la réalisation, aux niveaux international et national, des engagements pris.

7. Le Comité administratif de coordination attache la plus grande importance à une meilleure exécution sur le terrain des engagements pris à Rio grâce à une approche coordonnée au niveau des pays. Il appuie tout particulièrement le renforcement de la coopération interorganisations au niveau régional, qui devrait contribuer notablement à la réalisation de programmes concrets. Pour faciliter cette coopération, il sera fait appel à des organisations régionales ne relevant pas du système des Nations Unies.

8. Le Comité administratif de coordination est résolu à renforcer en outre la coopération entre les organisations du système des Nations Unies et un grand nombre de partenaires non gouvernementaux, dont les ONG, divers groupes importants et autres composantes de la société civile. La manière dont devront s'articuler les responsabilités fonctionnelles en ce qui concerne les ressources en information, l'élaboration des politiques et les programmes opérationnels sera étudiée une fois qu'aura été achevé l'examen de 1997.

9. Le Comité administratif de coordination estime que le système de chefs de projet mis en place par le Comité interorganisations sur le développement durable a permis une utilisation plus efficace des ressources et des connaissances au sein du système des Nations Unies et constitue une amélioration prometteuse par rapport aux précédentes initiatives en matière de coopération interorganisations. Le système n'a toutefois pas atteint tout son potentiel en ce qui concerne la définition des liens et le partage des responsabilités permettant le mieux d'assurer une pleine synergie des programmes. Le Comité administratif de coordination continuera de renforcer la coordination interorganisations de manière à promouvoir des approches plus intégrées d'un moindre coût. Le Comité interorganisations est appelé à jouer un rôle important à cet égard.

10. Cependant, la coordination ne saurait intervenir uniquement au niveau des secrétariats. Les chefs de secrétariat des organisations du système des Nations Unies qui sont membres du CAC appellent de leurs vœux la mise au point de politiques de développement durable plus précises et plus cohérentes aux niveaux intergouvernemental et national. Des orientations clairement définies aux niveaux international et national faciliteraient au plus haut point le bon accomplissement par les organismes des Nations Unies des mandats qui leur ont été confiés et réduiraient les risques de gaspillage des ressources financières limitées.

11. Une sérieuse difficulté tient à la crise financière qui touche l'Organisation des Nations Unies et nombre de ses institutions spécialisées, ce qui laisse peu de place à des initiatives de grande envergure. L'espoir de disposer de ressources supplémentaires qui avait été évoqué à Rio ne s'est pas concrétisé. De ce fait, de nombreuses organisations éprouvent des difficultés à exécuter les importantes activités prévues par la Conférence et à s'acquitter des tâches supplémentaires prescrites par la Commission du développement durable.

12. L'expérience acquise depuis la Conférence a convaincu le Comité administratif de coordination que l'heure est venue d'une nouvelle conception de l'élaboration des politiques qui mettrait l'accent sur des actions concrètes visant à la réalisation d'un développement durable. Les débats intergouvernementaux devraient être réorientés de manière à porter sur un petit nombre de questions stratégiques prioritaires, et l'accent être mis sur les liens entre la gestion des ressources et le rôle des acteurs économiques et des grands groupes. Une telle approche permettrait de faire une plus large place à des questions intersectorielles comme la population, le rôle respectif des hommes et des femmes, la santé, la situation des enfants,

et les modes de production et de consommation, ainsi qu'aux moyens d'exécution, notamment les mécanismes financiers et les transferts de technologie, le renforcement des capacités et l'éducation.

*Notes*

<sup>1</sup> Le Sommet mondial pour l'enfance, la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, la Conférence internationale sur la population et le développement, le Sommet mondial pour le développement social, la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains.

<sup>2</sup> La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (neuvième session), la Réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Singapour et le Sommet mondial de l'alimentation.

## Appendice

### **Le développement durable dans le système des Nations Unies : note explicative**

#### **De la théorie à la pratique**

1. Les engagements pris lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et de diverses autres conférences représentent un défi majeur pour le système tout entier des programmes et institutions des Nations Unies. L'exécution d'Action 21 et des autres engagements pris à Rio, ainsi que la nécessité d'apporter un appui multidisciplinaire cohérent aux mécanismes intergouvernementaux dans le domaine du développement durable, et en particulier à la Commission du développement durable, ont eu un effet notable sur pratiquement tous les organismes et programmes du système des Nations Unies, tant conjointement – en particulier dans le cadre du Comité interorganisations sur le développement durable – qu'à titre individuel. Le Comité administratif de coordination considère que ce défi a été relevé par le système des Nations Unies avec enthousiasme et détermination. Les institutions spécialisées et les programmes du système ont su agir avec la souplesse voulue pour procéder aux changements structurels et aux modifications des programmes et des budgets propres à leur permettre d'appuyer l'exécution d'Action 21.

2. Le système des Nations Unies se trouve cependant confronté à une difficulté majeure, à savoir que les organes directeurs n'ont pas tous la même conception de la notion de développement durable, laquelle est parfois assimilée à une gestion écologiquement rationnelle des ressources naturelles, et ce, au détriment des considérations socio-économiques de plus vaste portée. Il est indispensable de mieux coordonner les politiques entre les divers organes directeurs du système des Nations Unies si l'on veut assurer une action cohérente, une programmation commune plus réaliste et un déploiement des ressources plus efficace et éviter que les tâches confiées aux différents secrétariats par leurs organes directeurs respectifs ne fassent double emploi.

3. Le développement durable exige une approche qualitativement différente de la coordination aux stades de l'élaboration des politiques et de l'exécution des programmes. Les organisations des Nations Unies et les secrétariats des conventions ont dû mettre en place de nouveaux arrangements institutionnels susceptibles de faciliter la coopération intersectorielle et de nouvelles techniques de programmation au sein des organisations et entre celles-ci. Les organismes d'assistance nationaux procèdent eux aussi à des innovations institutionnelles. L'instauration d'une coopération plus étroite entre institutions bilatérales et multilatérales encouragerait un recours plus fréquent à de telles méthodes.

4. Il faudrait en outre que les États Membres s'efforcent de mieux coordonner les mécanismes de prise des décisions au niveau intergouvernemental. Aux termes d'Action 21, la Commission du développement durable a pour mandat de «rationaliser la capacité intergouvernementale de prise de décisions dans le sens d'une intégration des questions d'environnement et de développement», ce qui n'est pas encore tout à fait le cas. La vocation de la Commission du développement durable est de nature politique et celle-ci n'est pas dotée d'un pouvoir de décision vis-à-vis d'autres organes intergouvernementaux; elle peut cependant promouvoir des approches communes, axées sur les questions intersectorielles, pour faire progresser le développement durable s'il existe une réaction favorable de la part de tous les organismes des Nations Unies.

## Défis à relever

### Une nouvelle conception de l'élaboration des politiques au niveau international

5. L'expérience acquise en matière d'élaboration et d'exécution des politiques durant la période qui a suivi la Conférence de Rio a démontré la nécessité de nouvelles approches mettant l'accent sur les aspects opérationnels du développement durable. Il serait souhaitable de réorienter le dialogue intergouvernemental sur le développement durable de manière à le faire porter sur un petit nombre de questions stratégiques prioritaires, ce qui permettrait de mieux cerner les actions devant être menées par le système des Nations Unies sur le plan international ainsi qu'aux niveaux régional et national. Le Comité administratif de coordination souscrit aux propositions concernant le programme de travail de la Commission du développement durable après 1997 qui figurent dans le rapport du Secrétaire général sur l'évaluation d'ensemble des progrès accomplis depuis Rio<sup>a</sup>. Le nouveau programme de travail porterait sur un petit nombre de domaines thématiques qui seraient examinés en profondeur, mettant ainsi en évidence les liens avec les chapitres pertinents d'Action 21 et le rôle des secteurs économiques et des grands groupes intéressés. Cette approche permettrait d'appréhender sous un jour nouveau des questions intersectorielles comme les modes de production et de consommation, la population, la santé, la situation des femmes et des enfants et les moyens d'exécution, y compris les ressources financières et les transferts de technologie, le renforcement des capacités et l'éducation, qui joueront un rôle essentiel en vue de l'élaboration de politiques concrètes et intégrées.

### Opérations au niveau régional

6. Depuis la Conférence, de nouvelles formes de coopération interorganisations sont apparues au niveau régional, dont la coopération entre les commissions régionales et les représentants régionaux des organismes et programmes mondiaux des Nations Unies. On mentionnera à cet égard l'adoption du Programme d'action régional pour l'Asie et le Pacifique, la création par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Comité mixte pour l'environnement et le développement dans la région arabe et le mémorandum d'accord devant être conclu entre le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et la Banque mondiale sur la collaboration en matière d'alimentation en eau, d'environnement et d'assainissement en Afrique. De plus, les organisations régionales n'appartenant pas au système des Nations Unies ont participé activement dans certaines régions à la préparation de plans et de programmes régionaux visant à assurer le suivi des conférences des Nations Unies et d'autres activités de programme internationales ainsi que de l'application des conventions. Il sera toutefois indispensable de réaliser un meilleur équilibre entre les actions entreprises au niveau mondial et au niveau régional si l'on veut assurer le succès de la prochaine phase d'exécution d'Action 21. Dans le domaine du développement durable où il semble que les approches régionales soient les plus prometteuses, il faudrait par ailleurs envisager la possibilité d'élargir le rôle de coordination des commissions régionales.

7. Il faudra intensifier l'application au niveau régional des trois conventions de Rio, à savoir la Convention-cadre sur les changements climatiques, la Convention sur la diversité biologique et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, notamment en prenant des initiatives visant à établir des liens entre les activités et les projets menés dans les domaines de la sécheresse et de la désertification, des changements climatiques, des forêts et de la biodiversité. La coopération régionale est également vitale

pour mettre en oeuvre les conventions connexes et les engagements pris lors de la série de conférences mondiales organisées par l'Organisation des Nations Unies depuis 1990, qui ont toutes intégré les principes et objectifs fondamentaux d'Action 21. La coopération régionale continuera de revêtir une importance essentielle pour la mise en oeuvre des accords régionaux en matière d'environnement.

### **Opérations au niveau national**

8. On s'accorde à reconnaître que la coopération institutionnelle au niveau national doit reposer sur les besoins et impératifs des différents pays et nécessite par ailleurs un environnement favorable. Lorsqu'il existe des stratégies nationales de développement durable et que les arrangements institutionnels nationaux favorisent une approche intégrée, la coopération et le partenariat interorganisations s'en trouvent facilités. Les progrès en la matière ont toutefois été lents. Les organisations dont le rôle est principalement analytique ou normatif et qui ne sont pas dotées d'une représentation nationale n'ont pas d'accès direct au niveau national et ne disposent que de peu de moyens d'interaction avec des partenaires éventuels.

9. Il est indispensable d'améliorer la coordination au niveau national non seulement entre les organisations internationales et régionales, mais aussi et surtout entre les programmes et activités des donateurs, qui sont exécutés dans certains cas sans avoir recours aux mécanismes de coordination interorganisations et nationaux. Une telle coordination est essentielle pour assurer la mise en oeuvre des initiatives d'Action 21 ainsi que le suivi efficace des mesures prises par les organismes responsables de l'application des principales conventions relatives à l'environnement, aux questions sociales et au développement. Les notes de stratégie nationale, conçues comme devant servir de base à la coordination au niveau national, n'ont pas encore fait leurs preuves en tant que mécanisme garantissant une véritable coopération interorganisations, et par ailleurs, le système des coordonnateurs résidents n'a pas encore donné toute sa mesure et les organisations devront s'employer à lui donner un nouvel élan à l'échelle du système tout entier.

## **Examen de la coordination interorganisations\***

### **Le Comité interorganisations sur le développement durable et son système de chefs de projet**

10. Presque immédiatement après la Conférence de Rio, le Comité administratif de coordination, sur la base des dispositions d'Action 21, a arrêté un cadre institutionnel visant à promouvoir à l'échelle du système un suivi cohérent des travaux de la Conférence. Ce cadre s'inspirait d'un modèle novateur associant la centralisation des activités de coordination découlant des mandats du Comité administratif de coordination et du nouveau Comité interorganisations sur le développement durable et la décentralisation de certaines responsabilités attribuées aux organisations compétentes du système des Nations Unies, en fonction de leurs capacités respectives d'agir en tant que chef de projet pour l'exécution de divers éléments du programme d'Action 21.

11. À mesure que progressaient l'application d'Action 21 et les travaux de la Commission du développement durable, les modalités de la collaboration interorganisations ont à leur tour

---

\* Dans le cadre de ses préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, le Comité administratif de coordination a entrepris un examen du fonctionnement du Comité interorganisations sur le développement durable. On trouvera ci-après un résumé des résultats de cet examen.

considérablement évolué. Le Comité interorganisations a acquis de l'importance en tant que cadre des initiatives prises en matière de coordination, ce qui a par ailleurs permis à de nombreux mécanismes interorganisations de disposer d'une marge de manoeuvre sans précédent. L'expérience a montré que ces mécanismes sont les plus efficaces lorsque leur approche est thématique, car ils peuvent ainsi mieux tirer parti des compétences et des ressources de chaque organisme, ce qui favorise l'instauration d'une collaboration technique étroite pour ce qui est des données et de l'information, des politiques et des pratiques ou des programmes opérationnels. Il faudra tenir pleinement compte de cette considération lors des travaux futurs, lesquels devront viser à renforcer l'efficacité des sous-comités du Comité administratif de coordination, notamment du Sous-Comité des océans et des zones côtières, comme l'a recommandé la Commission du développement durable.

12. Tous les organismes des Nations Unies poursuivent leurs efforts en vue d'élargir et de renforcer les mécanismes existants de collaboration et de coordination interorganisations dans le cadre du suivi de la Conférence de Rio. Il s'agit de persévérer dans l'examen des mesures à prendre afin d'améliorer les capacités d'exécution et la coordination sur le terrain, de renforcer la coordination des politiques aux niveaux mondial, régional et national, de resserrer les liens entre le Comité interorganisations et les autres organes et mécanismes de coordination interorganisations du Comité administratif de coordination, de rationaliser les demandes d'établissement de rapports et de mobiliser la participation des organismes qui ne relèvent pas du système des Nations Unies.

13. Le système des chefs de projet devrait continuer de favoriser une interaction accrue avec d'autres mécanismes interorganisations, notamment ceux qui ont été mis en place pour assurer le suivi d'autres conférences récentes des Nations Unies. Ce système a permis de dépasser le cadre du système des Nations Unies et de s'assurer le concours d'autres organisations et mécanismes intergouvernementaux compétents et de faire appel à des partenaires membres de groupes importants ou d'organisations non gouvernementales.

14. Les chefs de projet devraient persévérer dans leurs efforts visant à inciter les groupes importants à participer plus activement aux consultations sur l'établissement des rapports destinés à la Commission du développement durable ainsi qu'aux actions entreprises en faveur du développement durable et le cas échéant inviter des experts des groupes importants à prendre part aux réunions d'experts interorganisations.

15. De l'avis du Comité administratif de coordination, grâce à ces nouveaux mécanismes, les organisations du système des Nations Unies ont le plus souvent été mieux à même de mettre en place des modalités de collaboration et de participation suffisamment souples pour faciliter l'application d'Action 21 et la coordination des diverses activités en faveur du développement durable. On mentionnera, parmi les succès ainsi obtenus, en particulier aux niveaux des programmes et des pays, le Programme interorganisations sur la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques, établi dans le cadre d'un accord interorganisations d'appui au Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique; l'Équipe spéciale interorganisations sur les forêts, créée pour répondre aux besoins du Groupe intergouvernemental sur les forêts; et la coopération qui s'est instaurée dans le cadre du programme de la Commission sur les indicateurs du développement durable. Plusieurs des programmes de coopération interorganisations qui avaient été créés avant la Conférence, en particulier dans les domaines de l'information et de l'analyse des données scientifiques, tels que le Programme climatique mondial, sont à présent reliés au Comité interorganisations par l'intermédiaire de son système de chefs de projet.

16. Le Comité administratif de coordination considère que le système de chefs de projet du Comité interorganisations a généralement permis d'exploiter plus efficacement les ressources et les compétences du système des Nations Unies et marque un progrès

encourageant par rapport aux efforts déployés précédemment en faveur de la coopération interorganisations et de l'action concertée. Ainsi, l'établissement des rapports à l'intention de la Commission du développement durable s'en est trouvé simplifié et les organisations sont mieux à même de contribuer à ce processus en fonction de leurs mandats respectifs. En encourageant systématiquement la communication et les échanges d'informations, ce système a permis de mieux faire connaître les moyens de promouvoir le développement durable et de réduire les chevauchements d'activités.

17. Le Comité administratif de coordination estime toutefois qu'on n'a pas encore tiré tout le parti possible du système des chefs de projet pour ce qui est de renforcer la coordination entre tous les organismes. À l'issue de son examen du fonctionnement du Comité interorganisations, le Comité administratif de coordination a conclu qu'il fallait parvenir à une coordination mieux équilibrée aux niveaux mondial, régional et national ainsi que sur le terrain. La coopération demeurerait insuffisante au niveau régional, encore que dans certains cas, par exemple dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, des organismes aient été désignés pour assurer la coordination de certains éléments du programme d'action régional.

18. Il y aura lieu de définir plus précisément les rôles des chefs de projet et, par exemple, de bien établir la distinction entre les fonctions liées à l'information, de caractère continu, et celles qui relèvent de la coopération aux fins de l'exécution de programmes aux niveaux régional ou national. Les chefs de projet devraient être encouragés à promouvoir une programmation concertée aux niveaux régional et sous-régional, et à favoriser une approche plus intégrée tenant compte des dimensions sociales et économiques du développement durable.

### **Ressources**

19. La coordination interorganisations comporte à la fois des avantages et des coûts. Elle vise à une mise en commun des connaissances et des ressources financières de chaque organisme, de sorte que les mesures prises, les ressources allouées à l'information, et les programmes opérationnels tiennent compte plus étroitement des objectifs du développement durable. En outre, les ressources ont des chances d'être affectées plus rationnellement lorsqu'il existe une synergie entre les différents organismes ou que ceux-ci acceptent un partage des tâches qui permette d'éviter les doubles emplois. Néanmoins, les consultations et l'établissement de réseaux entre les spécialistes de différents domaines prennent du temps et, bien que les techniques modernes facilitent et accélèrent la communication, les contacts directs demeurent indispensables pour favoriser la réceptivité et améliorer les résultats. La tenue de réunions entraîne des frais de personnel – établissement des documents et des rapports qui font l'objet du débat – ainsi que des frais de voyage.

20. Le système de chefs de projet entraîne donc des coûts. Les organisations se sont heurtées à de sérieuses difficultés pour s'acquitter de leurs responsabilités en matière d'établissement de rapports à l'échelle du système dans la mesure où elles n'ont pu faire appel qu'à leurs propres ressources humaines et financières. Il a été financièrement difficile pour chaque organisation de continuer d'être représentée à la Commission du développement durable, au Comité interorganisations et aux autres réunions de suivi d'Action 21 ainsi qu'à celles s'inscrivant dans le cadre de son propre mandat. L'application des nouveaux accords politiques conclus à l'échelon intergouvernemental et l'instauration progressive d'une programmation concertée nécessiteraient des ressources supplémentaires.

21. En raison de la crise financière qui touche l'Organisation des Nations Unies et bon nombre de ses institutions spécialisées et programmes, il est difficile de prendre des initiatives novatrices et de renforcer la coopération. Contrairement aux espoirs suscités par la



Conférence de Rio, les ressources disponibles n'ont pas augmenté, alors que les activités à exécuter ont été considérablement élargies. Les organisations et organismes des Nations Unies ont donc le plus grand mal à s'acquitter simultanément de leur mandat initial et de ceux découlant de la Conférence ainsi que des tâches qui leur ont été confiées par la Commission du développement durable. Parallèlement, à mesure que des améliorations appréciables sont apportées aux programmes et procédures, il en résulte de nouvelles possibilités qui appellent à leur tour de nouveaux engagements de la part des États Membres.

22. Il importe d'encourager plus avant une programmation concertée faisant directement appel à un petit nombre d'organismes parmi ceux qui sont les plus concernés. La nécessité de l'intégration des politiques et d'une action coordonnée est au cœur même d'Action 21. Mais il est manifeste que l'action menée en faveur d'une approche intégrée en matière de coordination au stade de la formulation des politiques et de l'exécution des programmes n'est pas étayée par des mécanismes de financement coordonnés, situation à laquelle il est urgent de remédier. Les organismes des Nations Unies qui participent à des programmes communs sont le plus souvent contraints de prélever les ressources voulues sur leurs propres fonds, ce qui compromet l'utilisation rationnelle de ces ressources. Il faudrait à cet égard prendre davantage d'initiatives visant à promouvoir une coopération plus efficace entre les organismes des Nations Unies et les institutions financières nationales, notamment celles qui ne relèvent pas du système des Nations Unies, par exemple les banques régionales de développement. Il faudrait par ailleurs élargir la portée des accords de cofinancement, de manière que les institutions de financement puissent être saisies de propositions plus réalistes en matière de financement commun.

*Note*

<sup>a</sup> E/CN.17/1997/2.

## Annexe IV

### Déclaration du CAC sur la sécurité du personnel

1. L'action que mènent les organisations du système des Nations Unies les conduit désormais près de la ligne de front, voire à l'intérieur des zones de conflit, et les met en butte à des situations souvent explosives et politiquement complexes, ainsi qu'en témoignent les pertes en vies humaines qu'a subies le système des Nations Unies au cours de l'année écoulée.

2. Il est donc impératif que le système des Nations Unies et la communauté internationale examinent d'urgence à partir de quel moment une zone ou une situation donnée sont devenues dangereuses au point où le personnel doit être évacué.

3. La Réunion spéciale interinstitutions sur la sécurité qui s'est tenue à Rome du 6 au 8 mai 1997 a examiné toute une série de questions touchant à la sécurité du personnel. Le CAC appuie sans réserve les recommandations de la Réunion et souhaite appeler l'attention sur un certain nombre de questions qui intéressent directement la sûreté et la sécurité du personnel dans les situations de crise et qui doivent être examinées à l'échelle du système sous les auspices du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité :

a) *Sécurité du personnel national* : Dans les zones de conflit où le personnel du système des Nations Unies est appelé à intervenir, il arrive fréquemment que le personnel national fasse les frais des sentiments d'animosité ou d'hostilité manifestés à l'égard des Nations Unies, de sorte que le personnel national, ressortissant du pays, est souvent la première victime des mesures de représailles; il en est ainsi à plus forte raison si l'on envisage l'évacuation du personnel international ou si cette évacuation s'est déjà produite;

b) *Il faut agir d'urgence pour que toutes les mesures voulues soient prises afin d'apporter une assistance à ce personnel;*

c) *Coordination avec les missions de maintien de la paix et autres missions sur le terrain* : Dans de nombreux cas, le personnel du système des Nations Unies travaille aux côtés du personnel militaire des Nations Unies et d'autres missions sur le terrain. Les organismes des Nations Unies doivent mettre en place des mécanismes formels permettant aux institutions, programmes et fonds de coopérer à l'accomplissement de leurs objectifs et mandats respectifs en coordination les uns avec les autres;

d) *Formation* : Le programme de formation actuellement en place au sein du système a fait l'objet, ces dernières années, d'essais sur le terrain qui se sont avérés concluants; il est suivi en permanence. Ce programme de formation devrait être diffusé le plus rapidement possible, notamment auprès des gestionnaires sur le terrain, et les fonds nécessaires à cette fin devraient être aisément mobilisables;

e) *Tension* : En raison des fonctions qui lui sont confiées, le personnel des Nations Unies est assujéti à des niveaux croissants de tension. Le système des Nations Unies devrait mettre en place un programme intégré de maîtrise des tensions faisant appel à la formation, aux conseils et aux séances de réintégration. Il est essentiel que les ressources administratives et financières connexes soient mobilisées pour permettre la mise en oeuvre de ce programme;

f) Considérant que la mise en oeuvre des mesures de sécurité nécessitera des ressources supplémentaires, *les membres du CAC continueront d'accorder la plus haute priorité au financement de toutes les mesures destinées à renforcer la sécurité du personnel;*

g) *Le CAC se félicite des déclarations faites récemment par les organes législatifs – dont la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité le 21 mai 1997 – en particulier celles se référant aux éléments suivants :*

- i) Le projet de création d'une cour criminelle internationale, par lequel le Conseil rappelle aux États et autres parties concernées la nécessité de traduire en justice ceux qui enfreignent le droit humanitaire international;
  - ii) La Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, dans laquelle le Conseil invite toutes les parties concernées à garantir la sécurité de ce personnel ainsi que celle du personnel des organisations humanitaires.
4. Le CAC suivra avec la plus grande attention la mise en oeuvre des déclarations dont il est fait mention au paragraphe 3 g) ci-dessus.

## Annexe V

### **Déclaration du Comité administratif de coordination sur les conditions d'emploi et l'application du principe Noblemaire**

Le Comité administratif de coordination (CAC) a adopté la déclaration dont le texte suit pour en saisir l'Assemblée générale :

«Ces dernières années, le CAC a maintes fois engagé l'Assemblée générale et la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) à rétablir la compétitivité des rémunérations versées par les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies. Dans une déclaration soumise à l'Assemblée générale, en 1996, le CAC a souligné qu'il fallait progresser simultanément sur deux fronts : d'une part, l'amélioration de l'efficacité et des résultats, y compris l'amélioration de la gestion et la réforme structurelle et administrative; d'autre part, l'adoption par la CFPI des mesures nécessaires au rétablissement de conditions d'emploi compétitives grâce à l'actualisation du principe Noblemaire et qu'il convenait de s'employer activement à réaliser ces deux objectifs, qui s'inscrivent dans la politique arrêtée par l'Assemblée générale, de manière à créer une synergie.

Dans la même déclaration, le CAC a souligné que la grave crise financière que traversait le système des Nations Unies continuait de préoccuper au plus haut point les chefs de secrétariat et que la recherche de solutions à cette crise devait devenir la priorité des priorités pour les membres. Il y rappelait que les secrétariats, quant à eux, n'épargnaient aucun effort pour améliorer leur gestion et mieux maîtriser leurs dépenses, compte tenu des contraintes budgétaires avec lesquelles ils devaient composer depuis longtemps déjà. Il soulignait que pour que ces efforts portent leurs fruits, il faudrait d'une part, innover et faire preuve de souplesse dans la gestion du personnel, et, d'autre part, donner au système les moyens d'attirer, de motiver et de retenir les meilleurs professionnels afin de rester fidèle aux principes de la Charte des Nations Unies concernant la fonction publique internationale.

Dans cette déclaration, les membres du CAC ont également réaffirmé qu'ils étaient responsables de la gestion des dépenses des organisations, comme le soulignait la déclaration (A/C.5/50/11), dont le CAC avait saisi l'Assemblée générale, à sa cinquantième session, sur la question. Dans le même contexte, ils ont fait observer que les organisations pouvaient adopter des modalités d'application différentes, décidées le cas échéant en consultation avec les organes directeurs concernés, en tenant compte de la limitation des ressources et en préservant les ressources consacrées aux programmes.

Ces deux dernières années, l'Assemblée générale a également réaffirmé la nécessité de garantir la compétitivité des conditions d'emploi du système des Nations Unies.

Si le CAC avait préféré que les rémunérations soient calculées sur une base plus large, l'Assemblée générale a, quant à elle, maintes fois réaffirmé que le principe Noblemaire, tel qu'actuellement interprété, doit continuer de servir de base pour le calcul de la rémunération des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur relevant du régime commun (autrement dit, les émoluments des fonctionnaires des Nations Unies doivent être calculés par référence à ceux de la fonction publique nationale la mieux rémunérée).

À la suite de l'étude qu'elle a consacrée à l'application du principe Noblemaire, la CFPI a informé l'Assemblée générale, à sa cinquantième session<sup>a</sup>, que sur la base d'une évaluation technique menée au moyen de la méthode approuvée, il avait été constaté que les niveaux de la rémunération totale de l'Administration fédérale allemande étaient supérieurs à ceux de la fonction publique de référence actuelle, à savoir l'Administration fédérale des États-Unis.

Les rémunérations des fonctionnaires des Nations Unies continuent toutefois d'être calculées par rapport à celles de l'Administration fédérale des États-Unis. Le principe Noblemaire n'est donc plus appliqué.

Dans sa résolution 51/216, en date du 18 décembre 1996, l'Assemblée générale a décidé de réexaminer la question de la fonction publique de référence à sa cinquante-deuxième session.

Considérant que passer d'une fonction publique de référence dont la structure des rémunérations et les grilles de classement sont identiques à celles des Nations Unies à une autre est une opération complexe, sans parler des incidences qu'elle aurait notamment sur les pensions, le CAC propose d'utiliser la marge pour donner effectivement application au principe Noblemaire. De ce fait, les conclusions techniques de la CFPI seraient dûment prises en compte.

L'écart entre les niveaux de rémunération de l'Administration fédérale allemande et de l'Administration fédérale des États-Unis étant de l'ordre de 11 %, le CAC prie l'Assemblée générale de porter la fourchette de la marge de 110 à 120 à 120 à 130. Il prie également l'Assemblée générale d'inviter la CFPI à lui présenter à sa cinquante-troisième session, en 1998 au plus tard, des propositions quant à l'ajustement qu'il conviendrait d'opérer en vue de ramener les rémunérations du régime commun des Nations Unies à l'intérieur de la fourchette de la marge révisée de 120 à 130».

#### *Notes*

<sup>a</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément No 30, additif (A/50/30/Add.1), par. 47 a).*

---